



LET'S DREAM
TOGETHER OF
A NEW RESPONSIBLE
WORLD...

COMMUNICATION FINANCIÈRE

RÉSULTATS AU 30 JUIN 2018

BMCE BANK OF AFRICA
البنك المغربي للتجارة الخارجية لإفريقيا
ΘΕΤΟΣΘ Θ.ΙΛΚ ΣΗΘ Θ.ΗΟΣΚΘ



LET'S DREAM
TOGETHER OF
A NEW RESPONSIBLE
WORLD...



ir-bmcebankofafrica.ma

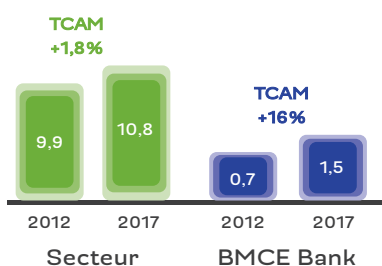
PERFORMANCES DU GROUPE BMCE BANK OF AFRICA EN REPLI APRES UNE PERIODE DE DEVELOPPEMENT SOUTENU

Le Conseil d'Administration de BMCE Bank Of Africa s'est réuni le vendredi 28 septembre 2018, sous la Présidence de M. Othman BENJELLOUN, au Siège Social de la Banque, à Casablanca. Il a examiné l'activité de la Banque et du Groupe au terme du 1^{er} semestre 2018 et arrêté les comptes y afférents.

La brochure des états financiers semestriels 2018 aux normes IAS/IFRS est publiée sur le site www.ir-bmcebankofafrica.ma

BMCE Bank SA versus Secteur* - MMDH -

Résultat Net 2012-2017



Premier semestre 2018 marqué par un **ralentissement subi à partir du 2^{ème} trimestre des activités bancaires** après une forte croissance depuis 2012, année de mise en œuvre du dernier Plan Stratégique de Développement.

1^{er} semestre marqué par la **baisse de -12,7% du Résultat Net Part du Groupe.**

Diminution du Résultat Net Social de -9,5% impactée par le recul du **Produit Net Bancaire de -3,7%**.

Baisse des crédits de BMCE Bank SA au 30 juin 2018 avec une **optimisation bilancielle** ayant permis de **conforter les ratios de capitalisation** de la Banque.

Contreperformance enregistrée également dans un **contexte de marché international peu favorable** impactant les résultats des **filiales à l'étranger**, de même que **l'investissement et le développement de nouvelles activités -banque participative-**.

Conduite d'un véritable chantier de **réduction des frais généraux** permettant de **freiner la croissance des charges de la Banque de -0,7%** en social et de les contenir à **+0,7%** en consolidé à fin juin 2018.

BMCE BANK AU MAROC A SURPERFORME LE SECTEUR SUR LA PERIODE 2012-2017

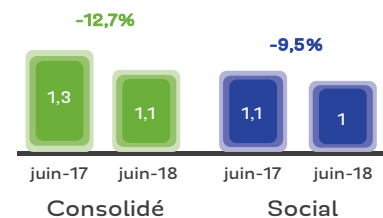
Sur la période 2012-2017, le **Résultat Net social** de BMCE Bank évolue de **+16%** **surperformant le secteur bancaire** qui augmente de +1,8%.

Progression du **Produit Net Bancaire** de BMCE Bank SA de **+6%** sur les **5 dernières années surperformant le secteur bancaire** qui évolue de +3,6% sur la même période.

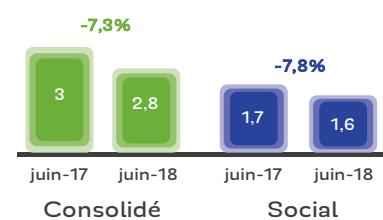
Une dynamique commerciale remarquable sur les 5 dernières années avec des **crédits en croissance de près de +4%** contre +2,6% pour le secteur bancaire.

Résultats Semestriels 2018 - MMDH -

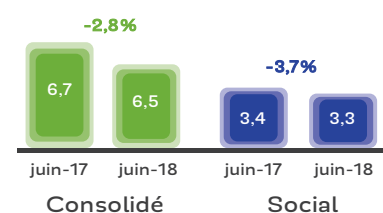
Résultat Net



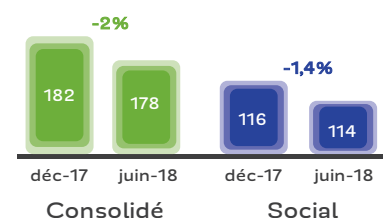
Résultat Brut d'Exploitation - MMDH -



Produit Net Bancaire



Crédits



* Agrégation des comptes sociaux
Source : Bank Al-Maghrib

UN FORT DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE SOUS LA MARQUE BOA

Le Groupe BOA a affiché des taux de **croissance à deux chiffres** de ces principaux agrégats sur la période 2012-2017 :

- **Produit Net Bancaire** évoluant de **+10%** en moyenne sur les 5 dernières années ;
- **Résultat Net Part du Groupe** affichant un taux de croissance annuel moyen de **+21%** ;
- **Crédits** en croissance moyenne de **+12%** par an;
- **Taille du réseau** d'agences **multipliée par 1,5** atteignant **576 agences** à fin juin 2018, soit près de 40 agences ouvertes en moyenne par an.

Participation renforcée de BMCE Bank dans BOA Groupe passant de **65%** en 2012 à **73%** en 2017, soit +1,2 milliard DH.

UN PROFIL DE RISQUE ADEQUAT

Légère hausse du coût du risque consolidé de +2%, passant de 633 millions DH à fin juin 2017 à 649 millions DH à fin juin 2018, et de +11,5% en social.

Constatation de l'**impact de la « FTA » -First Time Application-** de la mise en application complète et de l'ensemble des composantes de la norme IFRS 9, un **montant brut global de 3,6 milliards DH**, en augmentation des provisions, avec un impact net global de **-2,6 milliards DH sur les capitaux propres**, dont -1,6 milliards DH en Part de Groupe. Ce montant global intègre le provisionnement des engagements interbancaires, des engagements clientèles et des titres de dettes.

Hausse significative du niveau de provisionnement des engagements clientèles après application de la norme IFRS 9, plus de 3,1 milliards DH de **provisions supplémentaires essentiellement sur les créances saines et sensibles**, soit un stock des provisions de 13 milliards DH, en hausse de +36% par rapport à 2017 en IAS 39 ou +4,6% à isopérimètre (FTA).

Amélioration du **taux de couverture consolidé** des créances en souffrance passant de 61,6% à fin juin 2017 à **65,6% à fin juin 2018**. En intégrant les provisions calculées sur les créances saines, le taux de couverture global sur des créances en souffrance est de 85,2% à fin juin 2018.

Le **taux de couverture** des provisions en social **passé de 67,0% en 2017 à 68,4% au 30 juin 2018**.

PERSPECTIVES 2018

Le **second semestre 2018** devrait s'inscrire dans la **même tendance** qu'au 1^{er} semestre 2018.

Le Groupe BMCE Bank, groupe bancaire marocain le plus présent à l'international à travers une trentaine de pays, continuera de :

- Jouer un **rôle d'accélérateur d'innovation** : Capitalisation sur les **lignes métiers et développement de nouvelles niches** (PME, *Green Business*, Multicanal, activités MRE, Banque participative) ;
- Etre **accélérateur de synergies multiples intra-groupe** de son écosystème au service de développement de l'Afrique ;
- **Consolider ses structures organisationnelles** pour pérenniser la performance du Groupe lors des années à venir.

UNE DYNAMIQUE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL RESPONSABLE AU MAROC ET A L'INTERNATIONAL

Promotion du segment des **jeunes** avec **mise en place de différentes offres de financement** des études au Maroc et à l'étranger et signature de conventions de partenariat d'envergure avec Universités et Organismes de Formation.

Mise en place d'un **projet d'incubateur axé sur le développement de l'esprit entrepreneurial et l'initiation des jeunes à la banque et aux produits financiers avec l'Université Hassan II de Casablanca**- Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales de l'Université Hassan II.

Poursuite de la **stratégie de développement de la TPE** avec l'offre dédiée **« la Banque gratuite pour les Jeunes Entrepreneurs »**, notamment à travers la mise en place du **Forfait BMCE Jeune Entrepreneur**.

Lancement d'un **nouveau service mobile payment «DabaPay»**, solution de **portefeuille virtuel**, adossée à un compte bancaire, à un compte de paiement ou à une carte prépayée, permettant de réaliser **différentes opérations bancaires sécurisées**, pratiques et rapides.

Développement significatif de l'**usage des différents canaux multicanal**, avec réalisations importantes de l'Agence Directe et développement des fonctionnalités de l'outil BMCE Direct et des GAB.

Offre du produit **TVA Factor** d'affacturage destiné aux entreprises privées ayant pour objet de **régler les créances de TVA**.

Extension du réseau avec l'**ouverture de 4 agences** au premier semestre 2018 dans **3 régions** -Nord Méditerranée, Centre Atlantique et l'Oriental- de même que l'ouverture d'un Bureau de Représentation à Séville.

Renforcement de la présence sur le **continent asiatique** avec l'**ouverture en cours d'une succursale de BMCE Bank à Shanghai** pour l'accompagnement des entreprises voulant investir en Afrique.

Lancement de la **ligne de financement CapValoris**, destinée à financer les **projets liés à la valorisation des matières résiduelles**, offrant aux entreprises une bonification du taux d'intérêt reversée sous forme de *cash-back* et une assistance technique gratuite assurée par le cabinet expert « Conseil Ingénierie et Développement ».

Mise en place de la **Ligne Bleue**, une ligne de financement de **20 Millions d'Euros dédiée à la réalisation de projets au Maroc dans le secteur de l'eau et de l'assainissement** portés par des entreprises privées ou publiques qui répondent à des critères d'éligibilité prédéfinis.

Signature, en septembre 2018, avec la BERD d'une ligne de financement **« Women In Business »** dédiée aux femmes entrepreneurs proposant un **accompagnement incluant formation, conseil et un appui financier solide**.

Formalisation de la **Charte de Responsabilité Sociétale de BMCE Bank**, marquant ainsi l'**ancrage effectif de ses engagements RSE à l'ensemble de son périmètre Groupe**.

Adhésion à la gouvernance de l'**initiative « Mainstreaming Climate Action »**, aux côtés de la BERD, l'AFD, YES BANK, HSBC, la BID et BOAD.

Signature de la **nouvelle convention de partenariat** entre la **Fondation BMCE Bank** et le **Ministère de l'Education Nationale** pour un nouveau programme de coopération entre les deux parties, notamment dans le domaine de l'enseignement préscolaire.

Visite du Ministre de l'Education Nationale à l'école Medersat.Com Bouskoura afin d'observer la mise en oeuvre de son modèle pédagogique Medersat.com.

Obtention par de nouvelles écoles Medersat.com du label « Eco-Ecole » décerné par la *Fondation Mohammed VI* pour la Protection de l'Environnement, portant le nombre total des écoles du réseau Medersat.com labellisées Eco-Ecoles à 25.

Renforcement de la présence de la Fondation BMCE Bank en Afrique Subsaharienne par la **création d'une école Medersat.com à Djibouti**.

Nouvelle catégorie du prix African Entrepreneurship Award pour sa 4^{ème} édition 2018, à travers le **sport entrepreneurial aux cotés de l'innovation**. L'Innovation répond aux enjeux de développement économique et sociétal en Afrique. Le Sport renforce les économies, améliore la santé et véhicule des valeurs saines, telles que la persévérance, le courage, l'intégrité et la collaboration.

33 gagnants du prix AEA ont globalement reçu **3 millions de dollars** et ont pu transformer leurs projets et start-up en entreprises **durables et génératrices de revenus**, créer plus de **2 200 emplois** et **acquérir 264 000 clients**.

FAITS MARQUANTS

- BMCE Bank of Africa a reçu le Prix **« Socially Responsible Bank of the Year 2018 »** à Busan en Corée du Sud, lors de la cérémonie de remise des prix *African Banker Awards 2018*.
- BMCE Bank of Africa obtient la **certification OHSAS 18001 pour la santé, sécurité et bien-être au travail** et devient ainsi la 1^{ère} Banque certifiée au Maroc dans le domaine de la santé, sécurité et bien-être au travail.
- Trophée bronze dans la catégorie **« Best Integral Phygital Campaign »** pour le programme de communication **« Banque Connectée »** qui valorise et médiatise l'ensemble des solutions et services innovants de la Banque.
- **Certification ISO 9001 version 2015 pour l'activité gestion des achats** en consécration aux efforts déployés pour la mise en place d'un système de management de la qualité structuré et complètement orienté client interne.

Prochain Rendez-Vous
Lundi 1^{er} Octobre 2018
à 15h30

Rencontre avec les Représentants de la Communauté des Analystes et des Médias : présentation des résultats semestriels 2018 du Groupe BMCE Bank Of Africa.

COMMUNICATION FINANCIÈRE

Tél. : +212 522 49 80 03 / +212 522 46 28 06 - Fax : +212 520 20 50 54 - E-mail : relationsinvestisseurs@bmcebank.co.ma



PRINCIPES DE LA PREMIÈRE APPLICATION DE LA NORME IFRS 9

OBJECTIF ET CALENDRIER

L'objectif de la norme IFRS 9, Instruments financiers, est d'établir des principes de comptabilisation et d'information financière en matière d'actifs financiers et de passifs financiers. Ces principes visent à remplacer ceux actuellement énoncés par la norme IAS 39, Instruments financiers.

Ce projet a été scindé en trois phases :

Phase 1 - Classement et évaluation des instruments financiers ;

Phase 2 - Dépréciation des actifs financiers ;

Phase 3 - Comptabilité de couverture.

Cette nouvelle norme est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 (hors comptabilité de couverture). L'application est rétrospective, c'est-à-dire que le stock des instruments financiers détenus en date de première application doit être retraité conformément aux dispositions d'IFRS 9. L'impact de la première application est enregistré dans les capitaux propres du bilan d'ouverture du premier exercice d'application (soit le 1^{er} janvier 2018). La norme ne requiert pas le retraitement des comparatifs (le bilan et le compte de résultat de l'exercice 2017 restent inchangés). Cette option a été retenue par le Groupe BMCE BANK OF AFRICA.

Il convient de préciser que des modifications ont été apportées à la publication du FTA au 01/01/2018 mais n'ayant aucun impact sur les capitaux propres.

CLASSIFICATION ET ÉVALUATION DES ACTIFS FINANCIERS

La norme IFRS 9 remplace les modèles de classification et d'évaluation des actifs financiers prévus par la norme IAS 39 par un modèle comprenant uniquement 3 catégories comptables :

- Coût amorti ;
- Juste valeur par capitaux propres : les variations de juste valeur de l'instrument financier sont impactées dans les « autres éléments du résultat global » (« juste valeur par OCI ») ;
- Juste valeur par résultat : les variations de juste valeur de l'instrument financier sont impactées dans le résultat net.

La classification d'un actif financier dans chaque catégorie est fonction :

- Des modalités de gestion (« business model ») définies par l'entreprise
- Des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels (critère du « solely payments of principal and interest », ou « SPPI »).

Les modalités de gestion sont relatives à la manière dont la société gère ses actifs financiers afin de générer des flux de trésorerie et de créer de la valeur. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

La norme IFRS 9 distingue trois modèles de gestion :

- La collecte des flux de trésorerie contractuels, soit le modèle de gestion « Collecte » ;
- La collecte des flux contractuels et la vente des actifs, soit le modèle de gestion « Collecte et Vente » ;
- Les autres intentions de gestion, soit le modèle de gestion « Autre / Vente ».

Le second critère (critère « SPPI ») s'analyse au niveau du contrat. Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- D'instruments de dette (i.e. prêts et titres à revenu fixes ou déterminables) ; ou
- D'instruments de capitaux propres (i.e. actions).

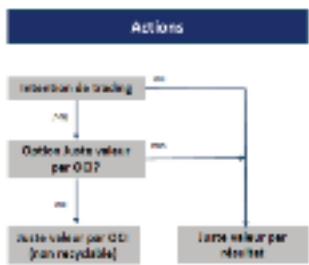
Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au résultat du test des caractéristiques contractuelles peut être représenté sous la forme du diagramme ci-après :



Selon la norme IFRS 9, les instruments de capitaux propres détenus (actions) sont :

- Toujours évalués à la juste valeur par résultat.
- Sauf ceux qui ne sont pas détenus à des fins de transaction pour lesquels la norme permet de faire le choix irrévocable, lors de la comptabilisation initiale de chaque actif financier, de le comptabiliser en juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global (juste valeur par OCI), sans possibilité de recyclage par résultat. Les actifs classés dans cette catégorie ne feront pas l'objet de dépréciation. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres. Seuls les dividendes sont reconnus en résultat.

Le mode de comptabilisation des instruments de capitaux propres peut être représenté sous la forme du diagramme ci-après :



CLASSIFICATION ET ÉVALUATION DES PASSIFS FINANCIERS

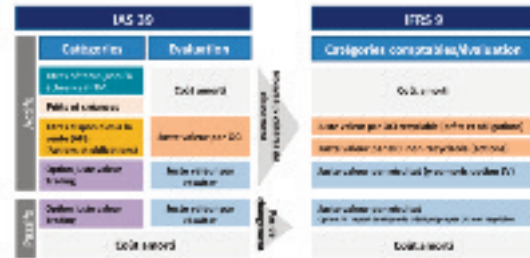
La norme IFRS 9 prévoit des modèles de classification et d'évaluation des passifs financiers selon 3 catégories comptables :

- Passif financier au coût amorti ;
- Passif financier à la juste valeur par résultat ;
- Passif financier à la juste valeur par résultat sur option.

A la date de comptabilisation initiale, un passif financier peut être désigné, sur option irrévocable, à la juste valeur par résultat :

- Dans certaines conditions lorsque le passif contient des dérivés incorporés ; ou
- Si cela conduit à une information plus pertinente du fait de l'élimination ou la réduction significative d'une distorsion de traitement comptable (« mismatch ») ; ou
- Si le passif est géré avec d'autres instruments financiers qui sont évalués et gérés à la juste valeur conformément à une politique d'investissement ou de gestion des risques et que l'information est communiquée sur cette base aux principaux dirigeants au sens d'IAS 24.

Par ailleurs, pour ces passifs, la norme permet la comptabilisation de la variation de juste valeur attribuable à la variation du risque de crédit propre en autres éléments du résultat global. Toutefois, ce traitement comptable n'est possible que dans la mesure où il ne contribue pas à créer ou aggraver un « mismatch » comptable.



DÉPRÉCIATION DES ACTIFS SOUS IFRS 9

La norme IFRS 9 introduit un nouveau modèle de reconnaissance de dépréciation des actifs financiers basé sur les pertes de crédit attendues. Ce modèle constitue un changement par rapport au modèle d'IAS 39 qui est basé sur les pertes de crédit avérées.

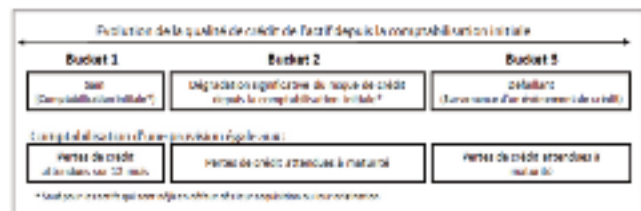
Les principaux changements du passage des règles de dépréciation IAS 39 à IFRS 9 sont :

- Le calcul des provisions sur les encours sains non sensibles ;
- Le « Forward looking » : la norme requiert de nouvelles exigences dans le suivi du risque avec le recours aux données prospectives de type macroéconomiques pour apprécier les paramètres de défaut ;
- La nécessité de suivre la dégradation du risque de crédit au cours de sa vie depuis l'origine au niveau contrat ;
- Un périmètre élargi des actifs financiers entrant dans le champ du calcul de la dépréciation. En effet, les actifs financiers concernés sont les suivants : actifs financiers au coût amorti, actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, engagements de prêts et garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la valeur de marché, ainsi qu'aux créances résultant de contrats de location. Les instruments de capitaux propres ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Dans le cadre de l'IFRS 9, le portefeuille est segmenté en trois Buckets en utilisant la notion de dégradation significative depuis l'origine :

- « Bucket 1 » est constitué de l'ensemble des actifs financiers sains qui ne sont pas dégradés significativement depuis l'origine et pour lesquels il sera calculé une perte de crédit attendue à horizon 1 an.
- « Bucket 2 » regroupe les actifs pour lesquels le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis l'origine. Une perte de crédit attendue doit alors être calculée sur la durée de vie restante à courir ou maturité résiduelle.
- « Bucket 3 » correspond à l'ensemble des actifs en défaut ou ceux dont la qualité du crédit sera détériorée au point que la recouvrabilité du principal est menacée. Le bucket 3 correspond au périmètre de la provision individuelle sous IAS 39. L'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en bucket 3 ne sont plus respectées, ces instruments sont reclassés en bucket 2 puis en bucket 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

Le suivi de la dégradation du risque s'appuie sur les dispositifs de suivi des risques internes qui inclue notamment les dispositifs de suivi des créances sensibles et les impayés.



Le calcul des dépréciations s'appuie sur 3 paramètres principaux :

- EAD (Exposure at default), qui traduit l'exposition réelle de la banque sur le contrat au moment du défaut (tient compte du bilan et du hors bilan) ;
- Probabilité de défaut (PD) à un an ou à maturité intégrant la notion de Forward Looking ;
- D'une LGD (Loss given default), soit une estimation de la perte économique finale que l'établissement s'attend à supporter en cas de tombée en défaut d'un dossier (en pourcentage).
- Pour définir ces paramètres, le groupe s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants. Les pertes de crédit attendues des instruments financiers sont évaluées comme le produit de ces 3 paramètres.

En cas d'indisponibilité de données pour calibrer la PD et la LGD, le Groupe se base sur les pertes ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille pour calculer un taux de pertes attendues.

Les pertes de crédit attendues sont constatées à partir d'historique de pertes observées mais aussi de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.

Pour les titres (qui sont en grande majorité des titres souverains), le calcul de la dépréciation est déterminé selon les principes suivants :

- Lors de l'acquisition des titres : l'ensemble des titres sont considérés comme faisant partie du Bucket 1 quel que soit le rating de l'émetteur ;
- Lors des évaluations ultérieures :
 - En cas de dégradation de la note de l'émetteur, le titre passe au bucket 2
 - Sur la base des pertes de crédit avérées à maturité si la contrepartie est en défaut – Bucket 3.



ANNEXES RELATIVES À LA PREMIÈRE APPLICATION DE LA NORME IFRS 9

Tableaux de passage des catégories comptables sous IAS 39 vers IFRS 9

Actifs financiers	31/12/2017	01/01/2018								
	Valeur au bilan selon IAS 39	Reclassement au titre d'IFRS 9								
		Actifs financiers à la juste valeur par résultat				Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres				
		Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat								
	Banques Centrales, Trésor Public, Services des chèques postaux	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Instruments de capitaux propres	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Prêts et créances sur les établissements de crédit	Prêts et créances sur la clientèle	Titres de dettes	
Banques Centrales, Trésor Public, Services des chèques postaux	15 497 685	14 490 894								1 006 792
Actifs financiers à la juste valeur par résultat										
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	34 002 616			33 808 089						
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat				194 527						
Instruments dérivés de couverture										
Actifs disponibles à la vente	10 531 128			1 706		1 338 073	4 039 527		1 304 237	3 847 585
Prêts et créances sur les établissements de crédit	25 177 051							25 177 051		
Prêts et créances sur la clientèle	183 814 990								183 814 990	
Titres détenus jusqu'à l'échéance	23 016 078			1 232 941			8 954			21 774 183
Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IAS 39	292 039 548	14 490 894	33 808 089	1 429 174		1 338 073	4 048 481	25 177 051	185 119 227	26 628 560
Retraitement de la valeur comptable au titre d'IFRS 9				8 222		-2 670		-29 927	-3 134 956	-179 007
Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018		14 490 894	33 808 089	1 437 396		1 335 403	4 048 481	25 147 124	181 984 271	26 449 553

Passifs financiers	31/12/2017	01/01/2018					
	Valeur au bilan selon IAS 39	Reclassement au titre d'IFRS 9					
		Passifs financiers à la juste valeur par résultat			Passifs financiers au coût amorti		
		Autres passifs financiers à la juste valeur par résultat					
	Passifs financiers détenus à des fins de transaction	Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	Instruments dérivés de couverture	Dettes envers les établissements de crédit	Dettes envers la clientèle	Dettes représentées par un titre	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	1 768 686	37 094	1 737 600				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	1 768 686	37 094					
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			1 737 600				
Instruments dérivés de couverture	6 008						
Dettes envers les établissements de crédit	44 958 940			44 958 940			
Dettes envers la clientèle	198 783 598				198 783 598		
Dettes représentées par un titre	15 101 490					15 101 490	
Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IAS 39	260 618 722	37 094	1 737 600	44 958 940	198 783 598	15 101 490	
Retraitement de la valeur comptable au titre d'IFRS 9							
Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018		37 094	1 737 600	44 958 940	198 783 598	15 101 490	

Tableau de passage entre les dépréciations selon IAS 39 et IFRS 9

Dépréciations sur actifs financiers	31/12/2017	01/01/2018								
	IAS 39 - Montant de la dépréciation	IFRS 9 - Reclassement des montants de dépréciations								
		Actifs financiers à la juste valeur par résultat				Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres				
		Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat								
	Banques Centrales, Trésor Public, Services des chèques postaux	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Instruments de capitaux propres	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Prêts et créances sur les établissements de crédit	Prêts et créances sur la clientèle	Titres de dettes	
Banques Centrales, Trésor Public, Services des chèques postaux										
Actifs disponibles à la vente	431 185					431 185				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	68 751						68 751			
Prêts et créances sur la clientèle	9 377 885							9 377 885		
Titres détenus jusqu'à l'échéance										
Soldes comptables de dépréciations selon les dispositions d'IAS 39	9 877 821					431 185	68 751	9 377 885		
Retraitements des dépréciations selon IFRS 9					2 670	-431 185	29 927	3 134 957		179 007
Soldes comptables de dépréciations selon IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018					2 670		98 678	12 512 842		179 007

Ventilation des dépréciations des prêts et créances sur la clientèle selon IAS 39	31/12/2017		
	Dépréciations collectives	Dépréciations individuelles	Total
Soldes comptables de dépréciations	2 517 473	6 860 412	9 377 885
Reclassements	-1 861 771	1 861 771	
Soldes comptables retraités de dépréciations	655 702	8 722 183	9 377 885

* En IAS 39, les provisions collectives intégraient les provisions statistiques des traitements de masse sur les petits dossiers en défaut, qui, pour être comparables dans le cadre de la transition IFRS 9 doivent être reclassés parmi les dépréciations individuelles.

Soldes comptables de dépréciations selon les dispositions d'IFRS 9 FTA (au 01/01/2018)	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
		1 313 542	2 310 794	8 888 506

Détail des dépréciations selon IFRS 9 par Bucket et par Rubrique du Bilan

Coût amorti	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
	Prêts et créances sur les établissements de crédit	29 162		69 516
Prêts et créances sur la clientèle	1 313 542	2 310 794	8 888 506	12 512 842
Titres de dettes	137 310	41 697		179 007
JV par OCI recyclables				
Prêts et créances sur les établissements de crédit				
Prêts et créances sur la clientèle				
Titres de dettes	2 670			2 670
Total	1 484 684	2 352 491	8 958 022	12 793 197

Provisions sur engagements de Hors Bilan

Provisions sur engagements de hors bilan	31/12/2017	01/01/2018		
	IAS 39 - Montant de provisions	Retraitements des provisions sous IFRS 9		
Soldes comptables de provisions		255 148		255 148
Engagements hors bilan :				
Répartition par bucket sous IFRS 9		Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Total		250 889	4 259	0

en KMAD



1.1. RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

1.1.1. Normes comptables applicables

Le Groupe BMCE Bank Of Africa a adopté les normes internationales d'information financière IFRS depuis l'arrêté des comptes consolidés au 30 juin 2008, avec un bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2007.

Les comptes consolidés du Groupe BMCE Bank Of Africa sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards - IFRS), telles qu'elles ont été approuvées au sein de l'IASB.

Le groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'IASB lorsque l'application rétrospective est autorisée.

Le Groupe a adopté la nouvelle norme IFRS 9 sur les instruments financiers et l'impact de la première application est enregistré dans les capitaux propres du bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2018 sans retraitement des comparatifs, comme prévu par la norme.

1.1.2. Principes de consolidation

a. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation intègre toutes les entités étrangères et nationales, dont le Groupe détient des participations directes ou indirectes.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa intègre dans son périmètre de consolidation les entités, quelles que soient leurs activités, dont il détient au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels.

Par ailleurs, il intègre les entités dont les montants consolidés remplissent une des conditions suivantes :

- Le total du bilan de la filiale est supérieur à 0,5% du total du bilan de l'entité mère ;
- La situation nette de la filiale est supérieure à 0,5% de la situation nette de l'entité mère ;
- Les produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0,5% des produits bancaires de l'entité mère ;
- Seuils « cumulatifs » qui permettent de s'assurer que le total combiné des entités exclues de la consolidation ne dépasse pas 5% de l'agrégat en consolidé.

b. Les méthodes de consolidation

Le niveau d'intégration, (une intégration globale ou une mise en équivalence) varie respectivement selon que le Groupe exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Au 30 juin 2018, aucune filiale du Groupe n'est contrôlée de manière conjointe.

c. Les règles de consolidation

Les Etats financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

Élimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié.

Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés du Groupe BMCE Bank Of Africa sont établis en dirham. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

d. Regroupement d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

Coût d'un regroupement d'entreprises

Le coût d'un regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

Affectation du coût de regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

Le Groupe affecte, à la date d'acquisition, le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence positive entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau de l'écart d'acquisition.

Écart d'acquisition

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est comptabilisé à l'actif. Il est initialement évalué à son coût, c'est-à-dire l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Le Groupe pratique, à partir de 2012, la méthode du « Goodwill complet » pour les nouvelles acquisitions. Cette méthode consiste à déterminer l'écart d'acquisition sur la base de l'excédent du prix du regroupement d'entreprises et du montant des intérêts minoritaires sur la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Il est à noter que le Groupe n'a pas retraité les regroupements d'entreprises intervenus antérieurement au 01/01/2008, date de la première transition, selon la norme IFRS 3 et ce en application de l'exemption offerte par l'IFRS 1.

Évaluation de l'écart d'acquisition

Après sa comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, des tests de dépréciation doivent être réalisés lorsqu'apparaît un risque de dépréciation durable, et en tout état de cause une fois par an, pour vérifier que les écarts d'acquisition constatés pour chaque UGT n'ont pas lieu d'être dépréciés.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur nette des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

La juste valeur, étant le montant auquel on pourrait raisonnablement s'attendre pour la vente d'une UGT, à des conditions normales de marché.

La valeur d'utilité est basée sur une estimation des cash flows actualisés générés par l'activité dans le cadre de son exploitation par la banque :

- Si la valeur recouvrable de la filiale est supérieure à celle comptable, alors il n'y a pas lieu de constater d'impairment ;
- Dans le cas contraire, la différence est constatée en charge d'impairment. Elle sera en priorité allouée à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs sur la base d'un prorata.

La banque a utilisé différentes méthodes pour la valorisation de la valeur d'utilité des UGT, selon les critères de chaque filiale. Ces méthodes se sont basées sur des hypothèses et estimations :

- L'approche par les revenus, communément appelée « Discounted Dividend Model », qui est une méthode classique dans le secteur bancaire. La mise en œuvre de cette méthode repose sur le business plan de la filiale et valorise ainsi cette dernière par le biais de la valeur actuelle des flux de dividendes futurs. Ces flux seront actualisés au coût des fonds propres.
- La méthode des « Discounted Cash flows » est une méthode traditionnelle pour l'évaluation des firmes dans le secteur des services. Elle se base sur l'actualisation des flux de trésorerie disponibles au coût moyen pondéré du capital.

Acquisitions successives

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 Révisée, le Groupe ne calcule pas un écart d'acquisition complémentaire sur les acquisitions successives après la prise de contrôle initiale.

En particulier, en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà consolidée par intégration globale, l'écart entre le coût d'acquisition de la quote-part supplémentaire d'intérêts et la quote-part acquise de l'actif net de l'entité à cette date est enregistré dans les réserves consolidées part du Groupe.

1.1.3. Actifs et passifs financiers

a. Prêts et créances

La catégorie « Prêts et créances » inclut les crédits consentis par le Groupe.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origine directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt.

Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

b. Titres

Catégories de titres

La norme IFRS 9 remplace les modèles de classification et d'évaluation des actifs financiers prévus par la norme IAS 39 par un modèle comprenant uniquement 3 catégories comptables :

- Coût amorti ;
 - Juste valeur par capitaux propres : les variations de juste valeur de l'instrument financier sont impactées dans les « autres éléments du résultat global » (« juste valeur par OCI ») ;
 - Juste valeur par résultat : les variations de juste valeur de l'instrument financier sont impactées dans le résultat net.
- La classification d'un actif financier dans chaque catégorie est fonction :
- des modalités de gestion (« business model ») définies par l'entreprise
 - et des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels (critère du « solely payments of principal and interest », ou « SPPI »).

Les modalités de gestion sont relatives à la manière dont la société gère ses actifs financiers afin de générer des flux de trésorerie et de créer de la valeur. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.



BMCE BANK OF AFRICA

EXTRAIT DES NORMES ET PRINCIPES

COMPTABLES APPLIQUÉS PAR

LE GROUPE

www.ir-bmcebankofafrica.ma

La norme IFRS 9 distingue trois modèles de gestion :

- La collecte des flux de trésorerie contractuels, soit le modèle de gestion « Collecte » ;
- La collecte des flux contractuels et la vente des actifs, soit le modèle de gestion « Collecte et Vente » ;
- Les autres intentions de gestion, soit le modèle de gestion « Autre / Vente ».

Le second critère (critère « SPPI ») s'analyse au niveau du contrat. Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (i.e. prêts et titres à revenu fixes ou déterminables) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (i.e. actions).

Le classement d'un instrument de dette dans l'une des catégories d'actifs financiers est fonction du modèle de gestion qui lui est appliqué par l'entreprise et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'instrument (critère SPPI). Les instruments de dette qui répondent au critère SPPI et au modèle de gestion « Collecte » sont classés au coût amorti. Si le critère SPPI est vérifié mais le modèle de gestion est la collecte et la vente, l'instrument de dette est classé en juste valeur par capitaux propres (avec recyclage). Si le critère SPPI n'est pas vérifié et si le modèle de gestion est autre, l'instrument de dette est classé en juste valeur par résultat.

Selon la norme IFRS 9, les instruments de capitaux propres détenus (actions) sont :

- toujours évalués à la juste valeur par résultat,
- sauf ceux qui ne sont pas détenus à des fins de transaction pour lesquels la norme permet de faire le choix irrévocable, lors de la comptabilisation initiale de chaque actif financier, de le comptabiliser en juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global (juste valeur par OCI), sans possibilité de recyclage par résultat. Les actifs classés dans cette catégorie ne feront pas l'objet de dépréciation. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres. Seuls les dividendes sont reconnus en résultat.

La norme IFRS 9 prévoit des modèles de classification et d'évaluation des passifs financiers selon 3 catégories comptables :

- passif financier au coût amorti ;
- passif financier à la juste valeur par résultat ;
- passif financier à la juste valeur par résultat sur option.

A la date de comptabilisation initiale, un passif financier peut être désigné, sur option irrévocable, à la juste valeur par résultat :

- dans certaines conditions lorsque le passif contient des dérivés incorporés ; ou
- si cela conduit à une information plus pertinente du fait de l'élimination ou la réduction significative d'une distorsion de traitement comptable (« mismatch ») ; ou
- si le passif est géré avec d'autres instruments financiers qui sont évalués et gérés à la juste valeur conformément à une politique d'investissement ou de gestion des risques et que l'information est communiquée sur cette base aux principaux dirigeants au sens d'IAS 24.

Par ailleurs, pour ces passifs, la norme permet la comptabilisation de la variation de juste valeur attribuable à la variation du risque de crédit propre en autres éléments du résultat global. Toutefois, ce traitement comptable n'est possible que dans la mesure où il ne contribue pas à créer ou aggraver un « mismatch » comptable.

En 2013, la banque a émis un emprunt à l'international de 300 millions de dollars à taux fixe. Cet emprunt est couvert par un swap de même caractéristiques que ceux de l'emprunt (un taux fixe contre un taux variable). Cette opération est qualifiée de couverture de juste valeur. L'emprunt et le swap sont ainsi valorisés à la juste valeur par résultat.

Acquisitions et cessions temporaires

Opérations de pension

Les titres faisant l'objet d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur poste d'origine.

L'obligation de restituer les sommes encaissées est inscrite en Dettes au passif du Bilan.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. Le droit à restitution des sommes délivrées par le Groupe est inscrit à l'actif du bilan en « prêts et créances ».

Opérations de prêts et emprunts de titres

Les opérations de prêts de titres ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des titres prêtés et les opérations d'emprunts de titres donnent lieu à la comptabilisation au bilan des titres empruntés en contrepartie d'une dette au passif.

Date de comptabilisation des opérations sur titres

Les titres en valeur de marché par résultat ou classés en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ou en actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés en date de négociation.

Les opérations de cession temporaire de titres (qu'elles soient comptabilisées en prêts et créances ou en dettes) ainsi que les ventes de titres empruntés sont comptabilisées initialement en date de règlement livraison.

Ces opérations sont maintenues au bilan jusqu'à l'extinction des droits du Groupe à recevoir les flux qui leur sont attachés ou jusqu'à ce que le Groupe ait transféré substantiellement tous les risques et avantages qui leur sont liés.

c. Opérations en devises

Actifs et passifs monétaires libellés en devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité concernée du Groupe au cours de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés en résultat, à l'exception des écarts de change relatifs à des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de résultats futurs ou de couverture d'investissement net en devises qui sont, dans ce cas, comptabilisés en capitaux propres.

d. Dépréciation et restructuration des actifs financiers

La norme IFRS 9 introduit un nouveau modèle de reconnaissance de dépréciation des actifs financiers basé sur les pertes de crédit attendues. Ce modèle constitue un changement par rapport au modèle d'IAS 39 qui est basé sur les pertes de crédit avérées.

Les principaux changements du passage des règles de dépréciation IAS 39 à IFRS 9 sont :

- Le calcul des provisions sur les encours sains non sensibles ;
- Le « Forward looking » : la norme requiert de nouvelles exigences dans le suivi du risque avec le recours aux données prospectives de type macroéconomiques pour apprécier les paramètres de défaut ;
- La nécessité de suivre la dégradation du risque de crédit au cours de sa vie depuis l'origine au niveau contrat ;
- Un périmètre élargi des actifs financiers entrant dans le champ du calcul de la dépréciation. En effet, les actifs financiers concernés sont les suivants : actifs financiers au coût amorti, actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, engagements de prêts et garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la valeur de marché, ainsi qu'aux créances résultant de contrats de location. Les instruments de capitaux propres ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Dans le cadre de l'IFRS 9, le portefeuille est segmenté en trois Buckets en utilisant la notion de dégradation significative depuis l'origine :

- « Bucket 1 » est constitué de l'ensemble des actifs financiers sains qui ne sont pas dégradés significativement depuis l'origine et pour lesquels il sera calculé une perte de crédit attendue à horizon 1 an.
- « Bucket 2 » regroupe les actifs pour lesquels le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis l'origine. Une perte de crédit attendue doit alors être calculée sur la durée de vie restante à courir ou maturité résiduelle.
- « Bucket 3 » correspond à l'ensemble des actifs en défaut ou ceux dont la qualité du crédit sera détériorée au point que la recouvrabilité du principal est menacée. Le bucket 3 correspond au périmètre de la provision individuelle sous IAS 39. L'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en bucket 3 ne sont plus respectées, ces instruments sont reclassés en bucket 2 puis en bucket 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

Le suivi de la dégradation du risque s'appuie sur les dispositifs de suivi des risques internes qui incluent notamment les dispositifs de suivi des créances sensibles et les impayés.

Le calcul des dépréciations s'appuie sur trois paramètres principaux :

- EAD (Exposure at default), qui traduit l'exposition réelle de la banque sur le contrat au moment du défaut (tient compte du bilan et du hors bilan) ;
- probabilité de défaut (PD) à un an ou à maturité intégrant la notion de Forward Looking ;
- D'une LGD (Loss given default), soit une estimation de la perte économique finale que l'établissement s'attend à supporter en cas de tombée en défaut d'un dossier (en pourcentage).

Pour définir ces paramètres, le groupe s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants. Les pertes de crédit attendues des instruments financiers sont évaluées comme le produit de ces trois paramètres.

En cas d'indisponibilité de données pour calibrer la PD et la LGD, le Groupe se base sur les pertes ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille pour calculer un taux de pertes attendues. Les pertes de crédit attendues sont constatées à partir d'historique de pertes observées mais aussi de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.

Pour les titres (qui sont en grande majorité des titres souverains), le calcul de la dépréciation est déterminé selon les principes suivants :

- Lors de l'acquisition des titres : l'ensemble des titres sont considérés comme faisant partie du Bucket 1 quel que soit le rating de l'émetteur,
- Lors des évaluations ultérieures :
 - En cas de dégradation de la note de l'émetteur, le titre passe au bucket 2
 - Sur la base des pertes de crédit avérées à maturité si la contrepartie est en défaut – Bucket 3.

Renégociations de prêts dans les comptes des prêteurs (« forbearance »)

La Banque respecte les exigences des normes IFRS en matière de traitement des « forbearance » et notamment pour les crédits restructurés. Les flux futurs sont actualisés au Taux d'Intérêt Effectif d'origine et la différence entre ce montant et la valeur comptable est enregistrée immédiatement en coût du risque. Cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt.



Restructuration des actifs classés dans la catégorie « Prêts et créances »

Une restructuration pour cause de difficultés financières de l'emprunteur d'un actif classé dans la catégorie « Prêts et créances » se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le Groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, et telle qu'il en résulte une moindre obligation du client, mesurée en valeur actuelle, à l'égard du Groupe par rapport aux termes et conditions de la transaction avant restructuration.

Au moment de la restructuration, l'actif restructuré fait l'objet d'une décote pour amener sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus.

La modification à la baisse de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

Pour chaque dossier, la décote à la date de renégociation a été recalculée sur la base des échéanciers d'origine et des conditions de renégociation.

La décote est calculée comme la différence entre :

- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels initiaux actualisés au taux d'intérêt effectif.
- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels renégociés actualisés au taux d'intérêt effectif. La décote nette d'amortissement est comptabilisée en diminution de l'encours du crédit en contrepartie du résultat, les amortissements seront ensuite comptabilisés en PNB.

e. Dettes émises représentées par un titre

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe émettrice de ces instruments de délivrer du numéraire ou un actif financier au détenteur des titres. Il en est de même dans les cas où le Groupe peut être contraint à échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

Il s'agit pour le Groupe des certificats de dépôts émis par les banques du Groupe notamment BMCE Bank Of Africa et BANK OF AFRICA ainsi que les bons de sociétés de financement émis par MAGHREBAIL et SALAFIN.

f. Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société mère BMCE Bank Of Africa et de ses filiales consolidées par intégration globale.

Au 30 juin 2018, le groupe ne détient pas d'actions propres.

g. Instruments dérivés

Tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur prix de transaction. En date d'arrêté, ils sont réévalués à leur valeur de marché.

Ces dérivés sont comptabilisés au bilan dans le poste « Actifs et passifs financiers à la valeur de marché par résultat ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « Gains et pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

h. Évaluation de la « juste valeur » Risque de crédit propre « DVA » / Risque de contrepartie « CVA ».

La valeur des produits dérivés n'étant pas significative à ce jour, la banque continuerait à surveiller le seuil de signification de cette rubrique pour prendre en compte les ajustements de la juste valeur liés au calcul du Risque de crédit propre « DVA » / Risque de contrepartie « CVA ».

i. Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Sont évalués à la juste valeur les actifs financiers des catégories « actifs financiers à la juste valeur par résultat » et « actifs financiers disponibles à la vente »

La juste valeur retenue dans un premier temps correspond au prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif.

En l'absence d'un marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation.

Celles-ci, intègrent, en fonction de l'instrument financier, l'utilisation de données issues de transactions récentes effectuées dans des conditions de concurrence normale, de juste valeur d'instruments substantiellement similaires, de modèles d'actualisation des flux ou de valeur comptables réévaluées.

Le caractère actif d'un marché s'apprécie par la disponibilité régulière des cours des instruments financiers et l'existence de transactions réelles intervenant dans des conditions de concurrence normale.

L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, de la forte dispersion des prix disponibles entre les différents intervenants de marché ou l'ancienneté des prix provenant de transactions observées.

j. Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée pour la comptabilisation des revenus et charges relatifs aux instruments financiers évalués au coût amorti.

Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui assure l'identité entre la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la durée de vie de l'instrument financier, ou selon le cas sur une durée de vie plus courte, et le montant inscrit au bilan. Le calcul de ce taux tient compte des commissions reçues ou payées et faisant partie intégrante du taux effectif du contrat, des coûts de transaction et des primes et décotes.

k. Coût du risque

La rubrique Coût du risque comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risque de crédit, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ainsi que des dotations et reprises de provisions pour autres risques notamment les risques opérationnels.

l. Compensation des actifs et passifs financiers

Un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Le Groupe ne compense pas les actifs et passifs financiers.

1.1.4. Immobilisations

a. Immobilisations Corporelles:

Le Groupe a opté pour la méthode du coût pour l'évaluation des immobilisations.

Il est à signaler, qu'en application de l'option accordée par IFRS 1, le Groupe a choisi d'évaluer certaines immobilisations corporelles à la date de transition à leur juste valeur et utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé à cette date.

Le coût d'entrée des immobilisations intègre les frais d'emprunt supportés à l'occasion en respect de la norme IAS 23.

Dès qu'elles sont aptes à être utilisées, les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité.

Compte tenu de la nature des immobilisations du Groupe BMCE Bank Of Africa, le Groupe n'a retenu aucune valeur résiduelle sauf pour le matériel de transport détenu par la filiale LOCASOM.

En effet, les autres actifs du Groupe ne font pas l'objet d'un marché suffisamment actif ou d'une politique de renouvellement sur une durée pratique nettement inférieure à la durée d'utilisation possible pour qu'une valeur résiduelle puisse être retenue.

Cette valeur résiduelle vient en déduction de la base amortissable.

Compte tenu de l'activité du Groupe, l'approche par composants a été appliquée essentiellement pour les immeubles. L'option retenue par le Groupe est la reconstitution du coût historique amorti par composants en appliquant une matrice de décomposition en fonction des caractéristiques propres aux constructions du Groupe BMCE Bank Of Africa.

Matrice de décomposition retenue par BMCE Bank Of Africa

	Immeubles Sièges		Immeubles autres que sièges	
	Durée	QP	Durée	QP
Structure, gros œuvres	80	55%	80	65%
Façade	30	15%		
Installations générales techniques	20	20%	20	15%
Agencements	10	10%	10	20%

Pertes de valeur

Le Groupe a jugé que la notion de perte de valeur ne sera applicable qu'aux constructions et qu'en conséquence le prix de marché (valeur d'expertise) comme indicateur de dépréciation.

b. Immeubles de placement

La norme IAS 40 définit un immeuble de placement comme étant un bien immobilier détenu pour retirer des loyers et/ou valoriser le capital. Un immeuble de placement génère donc des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs de l'entreprise contrairement aux biens immobiliers dont l'objet principal est la production ou la fourniture de biens ou de services.

Le Groupe qualifie en immeuble de placement, toute immobilisation classée socialement en hors exploitation.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa a opté pour la méthode du coût pour la valorisation de ses immeubles de placement. Le traitement en matière de valorisation est identique à celui retenu pour la valorisation des immeubles d'exploitation.

Conformément aux exigences du paragraphe 79.e) de la norme IAS40, le groupe procède à la valorisation de ses immeubles de placement dont le coût d'acquisition est jugé substantiellement significatif à l'occasion de chaque arrête annuel par le biais de cabinets externes.

c. Immobilisations incorporelles

L'évaluation initiale d'une immobilisation incorporelle se fait au coût qui est égal au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.

L'évaluation postérieure se fait au coût amorti, l'immobilisation est alors comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le mode d'amortissement retenu traduit le rythme de consommation des avantages économiques futurs.

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur sont appréciés à chaque clôture.

Compte tenu de la nature des immobilisations incorporelles détenues, le groupe considère que la notion de valeur résiduelle n'est pas pertinente pour les immobilisations incorporelles. En conséquence aucune valeur résiduelle n'est retenue.



1.1.5. Contrats de location

Les différentes sociétés du Groupe peuvent être le preneur ou le bailleur de contrats de location.

Les contrats de location consentis par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

a. La société du Groupe est le bailleur du contrat de location

Contrats de location-financement

Dans un contrat de location-financement, le bailleur transfère au preneur l'essentiel des risques et avantages de l'actif. Il s'analyse comme un financement accordé au preneur pour l'achat d'un bien.

La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance.

Le revenu net de l'opération pour le bailleur ou le loueur correspond au montant d'intérêts du prêt et est enregistré au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ». Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Les dépréciations constatées sur ces prêts et créances, qu'il s'agisse de dépréciations individuelles ou de dépréciations de portefeuille, suivent les mêmes règles que celles décrites pour les prêts et créances.

Contrats de location simple

Est un contrat de location simple, un contrat par lequel l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location. L'amortissement du bien s'effectue hors valeur résiduelle tandis que les loyers sont comptabilisés en résultat pour leur totalité de manière linéaire sur la durée du contrat de location.

Ces loyers et ces dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat sur les lignes « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités ».

b. La société du Groupe est le preneur du contrat de location

Les contrats de location conclus par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

Contrats de location financement

Un contrat de location-financement est considéré comme un bien acquis par le preneur et financé par emprunt. L'actif loué est comptabilisé pour sa valeur de marché à l'actif du bilan du preneur ou si celle-ci est inférieure, pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre du contrat de location déterminée au taux d'intérêt implicite du contrat.

En contrepartie, une dette financière d'un montant égal à la valeur de marché de l'immobilisation ou à la valeur actualisée des paiements minimaux est constatée au passif du preneur. Le bien est amorti selon la même méthode que celle applicable aux immobilisations détenues pour compte propre, après avoir déduit de son prix d'acquisition l'estimation de sa valeur résiduelle. La durée d'utilisation retenue est la durée de vie utile de l'actif. La dette financière est comptabilisée au coût amorti.

Contrats de location simple

Le bien n'est pas comptabilisé à l'actif du preneur. Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont enregistrés dans le compte de résultat linéairement sur la période de location.

1.1.6. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif est classé comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente que par l'utilisation continue.

Le Groupe ne dispose pas au 30 juin 2018 d'actifs détenus en vue de la vente ou des activités abandonnées.

1.1.7. Avantages au personnel

Classification des avantages au personnel

a. Avantages à court terme

Avantages dus les 12 mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ils sont à comptabiliser en charges de l'année.

b. Postérieurs à l'emploi à cotisations définies

L'employeur paye un montant fixe de cotisations à un fonds externe et n'a aucune autre obligation. Les prestations reçues sont déterminées par le cumul des cotisations versées augmentées des éventuels intérêts, ils sont comptabilisés en charges de l'année.

c. Postérieurs à l'emploi à prestations définies

Avantages désignant les avantages postérieurs à l'emploi autres que ceux des régimes à cotisations définies. L'employeur s'engage à verser après le départ des salariés un certain montant d'avantages, quelle que soit la couverture de l'engagement. On comptabilise les provisions constituées.

Pour le Groupe, l'indemnité de fin de carrière rentre dans la catégorie des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies : il s'agit d'une prime octroyée lors du départ en retraite et qui dépend de l'ancienneté.

d. Avantages à long terme

Avantages qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les provisions sont comptabilisées si l'avantage dépend de l'ancienneté.

Pour le Groupe, la médaille du travail rentre dans la catégorie des avantages à long terme : il s'agit d'indemnités versées aux salariés lorsqu'ils atteignent 6 niveaux d'anciennetés compris entre 15 et 40 ans.

e. Indemnités de fin de contrat de travail

Indemnités de rupture de contrat de travail versées en cas de licenciement ou de plan de départ volontaire. L'entreprise peut constituer des provisions si elle est manifestement engagée à mettre fin au contrat de travail des salariés.

a. Méthode d'évaluation

L'évaluation de l'engagement est réalisée en suivant la méthode des unités de crédit projetées « projected unit credit » préconisée par la norme IAS 19. Le calcul se fait individu par individu. L'engagement de la société est constitué de la somme des engagements individuels.

Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de la probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite.

L'engagement représente la valeur actuarielle des prestations futures qui est considérée comme relative aux services passés dans l'entreprise avant la date d'évaluation. Cet engagement est déterminé en appliquant à la valeur actuarielle des prestations futures le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation sur l'ancienneté à la date du départ à la retraite.

Le coût annuel du régime attribuable au coût d'une année de service additionnelle pour chacun des participants est déterminé par le rapport de la valeur actuarielle des prestations futures sur l'ancienneté projetée au moment du départ à la retraite.

b. Principes de comptabilisation

Une provision est comptabilisée au passif du bilan en provision pour couvrir l'intégralité des engagements.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation...) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité (rendement des actifs de couverture...) constituent des écarts actuariels (gains ou pertes).

En application de l'amendement de la norme IAS 19R, ces écarts actuariels ne sont plus amortis et sont comptabilisés directement dans les gains et pertes latents.

Le coût des services passés est étalé sur la durée résiduelle d'acquisition des droits.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus) ;
- le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation ;
- le produit attendu des placements dans les fonds de couverture (rendement brut) ;
- l'effet des réductions et liquidations de régimes

1.1.8. Paiement à base d'actions

Le Groupe offre à ses salariés la possibilité de participer à des augmentations de capital dans le cadre de plans d'attribution d'actions.

Des actions nouvelles sont alors proposées avec une décote liée à une période d'incessibilité des actions souscrites.

La charge afférente aux plans attribués est étalée sur la période d'acquisition des droits, dans la mesure où l'obtention de l'avantage est soumise à une condition de présence.

Cette charge, inscrite dans les frais de personnel, dont la contrepartie figure en capitaux propres, est calculée sur la base de la valeur globale du plan, déterminée à la date d'attribution par le Conseil d'Administration.

En l'absence de marché pour ces instruments, des modèles financiers de valorisation prenant en compte le cas échéant les conditions de performance relative de l'action BMCE Bank Of Africa sont utilisés. La charge totale du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option ou de l'action gratuite attribuée par le nombre estimé d'options ou d'actions gratuites acquises en fin de période d'acquisition des droits compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires.

Le Groupe n'a pas procédé à l'attribution d'actions au cours des exercices 2017 et 2018 au profit de ses salariés.

1.1.9. Provisions de passif

Les provisions enregistrées au passif du bilan du Groupe, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux, concernent principalement les provisions pour restructuration, pour litiges, pour amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

3 critères sont prévus par la norme pour la constitution de la provision pour risques et charges :

- obligation actuelle envers un tiers.
- Probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation.
- fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.



1.1.10. Impôt exigible et différé :

L'impôt exigible est calculé sur la base des règles et taux appliqués dans les pays d'implantation du Groupe.

"L'impôt différé est comptabilisé lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales".

Un impôt différé passif correspond à un impôt différé à payer. Il est reconnu pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ou la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable.

Un impôt différé actif correspond à un impôt à récupérer dans le futur. Il est constaté pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Le Groupe a opté pour l'appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé.

Les impôts différés dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement est appréhendée par les business plans des sociétés concernées.

1.1.11. Tableau des flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales ainsi que les soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générées par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux immeubles de placement, aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, entreprises associées ou coentreprises consolidées ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations, hors immeubles de placement et immeubles donnés en location simple.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre (hors titres de créances négociables).

1.1.12. Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions, la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives.

Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les états financiers.

Les estimations ayant un effet significatif sur les comptes concernent principalement :

- Les dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire ;

Par ailleurs, d'autres estimations sont effectuées par le management et concernent essentiellement :

- Les tests de dépréciation effectués sur les écarts d'acquisition ;
- Les provisions pour les avantages au personnel ;
- La détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

37 Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc

11 Avenue Bir Hacem
Sous-sol 10000 RABAT
Maroc

GRUPE BMCE BANK OF AFRICA
ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE CONSOLIDÉE AU 30 JUIN 2018

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de BMCE BANK OF AFRICA et ses filiales (Groupe BMCE BANK OF AFRICA) comprenant l'état de la situation financière consolidée, le compte de résultat consolidé, l'état du résultat global consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidés, l'état de variation des capitaux propres consolidés et une sélection de notes explicatives relatives à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 22.197.349, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 1.625.852.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

BMCE BANK OF AFRICA dispose d'un stock d'actifs immobiliers hors exploitation, acquis par voie de donations, pour un montant total de 5,5 milliards de dirhams au 30 juin 2018. Compte tenu des risques inhérents à ces actifs immobiliers, et notamment des incertitudes liées à leurs valeurs de réalisation et à leurs délais d'écoulement, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la valeur de ces actifs au 30 juin 2018.

Sur la base de notre examen limité et sous réserve de l'incidence de la situation décrite ci-dessus, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe BMCE BANK OF AFRICA arrêtés au 30 juin 2018, conformément aux Normes Comptables Internationales (IAS/IFRS).

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note annexe exposant les effets dus à la première application d'IFRS 9.

Casablanca, le 28 septembre 2018

Les Commissaires aux Comptes

BILAN

En milliers de DH

ACTIF IFRS	30/06/2018	01/01/2018* FTA	31/12/2017
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	12 935 947	14 490 894	15 497 685
Actifs financiers à la juste valeur par résultat			34 002 616
- Actifs financiers détenus à des fins de transactions	29 367 640	33 808 089	
- Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 126 237	1 437 396	
Instruments dérivés de couverture			
Actifs disponibles à la vente			10 531 128
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			
- Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1 629 151	1 335 403	
- Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	3 755 027	4 048 481	
Actifs détenus jusqu'à échéance			23 016 078
Titres au coût amorti	25 015 621	26 449 553	
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	21 452 497	25 147 124	25 177 051
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	178 119 552	181 984 271	183 814 990
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			
Placements des activités d'assurance			
Actif d'impôt exigible	1 025 089	855 725	855 725
Actif d'impôt différé	1 777 665	1 802 409	793 123
Comptes de régularisation et autres actifs	6 496 145	6 095 077	6 095 077
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participations dans les entreprises mises en équivalence	738 066	643 037	643 037
Immuebles de placement	3 878 420	3 824 439	3 824 439
Immobilisations corporelles	7 541 036	7 302 800	7 302 800
Immobilisations incorporelles	839 007	837 808	937 808
Ecart d'acquisition	852 310	852 310	852 310
TOTAL ACTIF IFRS	296 549 410	311 014 816	313 343 867

En milliers de DH

PASSIF IFRS	30/06/2018	01/01/2018* FTA	31/12/2017
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat			1 768 686
- Passifs financiers détenus à des fins de transactions	12 083	37 094	
- Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	1 774 825	1 737 600	
Instruments dérivés de couverture			6 008
Titres de créance émis	14 224 395	15 101 490	15 101 490
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	42 357 333	44 958 940	44 958 940
Dettes envers la clientèle	194 174 031	198 783 598	198 783 598
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			
Passif d'impôt courant	976 525	740 856	740 856
Passif d'impôt différé	1 654 565	1 601 333	1 598 944
Comptes de régularisation et autres passifs	8 688 064	13 419 677	13 419 677
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance			
Provisions pour risques et charges	991 384	1 087 637	832 490
Subventions - fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie			
Dettes subordonnées	9 498 856	11 448 754	11 448 754
TOTAL DETTES	274 352 061	288 916 979	288 659 443
Capitaux propres			
Capital et réserves liées	14 934 304	13 748 403	13 748 403
Réserves consolidées			
- Part du groupe	1 244 827	2 788 767	2 427 415
- Part des minoritaires	3 831 430	4 420 422	4 625 624
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
- Part du groupe	611 105	596 815	495 942
- Part des minoritaires	549 831	543 430	543 259
Résultat de l'exercice			
- Part du groupe	1 125 155		2 036 321
- Part des minoritaires	500 697		807 460
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	22 197 349	22 097 837	24 684 424
TOTAL PASSIF IFRS	296 549 410	311 014 816	313 343 867

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

En milliers de DH

Compte de Résultat IFRS	juin-18	juin-17
Intérêts et produits assimilés	7 260 430	7 338 369
Intérêts et charges assimilés	-2 608 376	-2 592 649
MARGE D'INTÉRÊT	4 652 054	4 745 720
Commissions perçues	1 443 194	1 280 430
Commissions servies	-211 832	-187 373
MARGE SUR COMMISSIONS	1 231 362	1 093 057
Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette		
Gains ou pertes nets sur instruments à la juste valeur par résultat	125 725	307 655
- Gains ou pertes nettes sur actifs/passifs de transactions	123 467	307 655
- Gains ou pertes nettes sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	2 258	
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la JV par capitaux propres	197 171	
- Gains ou pertes nettes sur instruments de dettes comptabilisés en CP recyclables		
- Rémunérations des instruments de capitaux propres comptabilisés en CP non recyclables	197 171	
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente		192 291
Gains ou pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		
Gains ou pertes résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financier à la juste valeur par résultat		
Gains ou pertes résultant du reclassement d'actifs financiers par CP en actifs financier à la juste valeur par résultat		
Produit net des activités d'assurance		
Produit net des autres activités	525 574	552 387
Charges des autres activités	-231 943	-200 584
PRODUIT NET BANCAIRE	6 499 943	6 690 526
Charges générales d'exploitation	-3 442 863	-3 346 973
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-305 167	-373 859
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 751 913	2 969 694
Coût du risque	-648 891	-633 456
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	2 103 022	2 336 238
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	20 390	43 647
Gains ou pertes nets sur autres actifs	44 281	31 985
Variations de valeur des écarts d'acquisition		
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	2 167 693	2 411 870
Impôt sur les résultats	-541 841	-605 622
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou encore en cession		
RÉSULTAT NET	1 625 852	1 806 248
Résultat Hors-groupe	500 697	517 848
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE	1 125 155	1 288 400

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	juin-18	juin-17
Résultat net	1 625 852	1 806 248
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat		2 697
Écarts de conversion	15 676	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables		2 697
Écarts de réévaluation		2 697
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	23 945	
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies		
Éléments évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	23 945	
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	39 621	2 697
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 665 473	1 808 945
Part du groupe	1 167 967	1 291 594
Part des intérêts minoritaires	497 506	517 351



VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Total d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux Propres Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31.12.2016 corrigés	1 794 634	11 504 456		4 970 436	-9 794	18 259 732	5 322 955	23 582 687
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2016	1 794 634	11 504 456		4 970 436	-9 794	18 259 732	5 322 955	23 582 687
Opérations sur capital		449 313		-449 313				
Paievements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-897 317		-897 317	-523 494	-1 420 811
Résultat de l'exercice				2 036 321		2 036 321	807 460	2 843 781
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres					-408 252	-408 252	442 957	34 705
Ecarts de conversion					-31 826	-31 826		-31 826
Gains ou pertes latents ou différés					-440 078	-440 078	442 957	2 879
Variation de périmètre				-92 449		-92 449	25 910	-66 539
Autres variations				-158 128		-158 128	-99 445	-257 573
Capitaux propres clôture 31.12.2017	1 794 634	11 953 769		5 409 550	-449 872	18 708 081	5 976 343	24 684 424
Comptabilisation des pertes de crédit attendues (sur instruments financiers)				-1 574 096		-1 574 096	-1 012 491	-2 586 587
Capitaux propres clôture 01.01.2018	1 794 634	11 953 769		3 835 454	-449 872	17 133 985	4 963 852	22 097 837
Opérations sur capital		585 901		-585 901				
Paievements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-897 317		-897 317	-574 702	-1 472 019
Résultat de l'exercice				1 125 155		1 125 155	500 697	1 625 852
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres					18 867	18 867	-3 191	15 676
Ecarts de conversion					18 867	18 867	-3 191	15 676
Gains ou pertes latents ou différés					-18 008	-18 008	18 984	976
Variation de périmètre				-47 290		-47 290	-23 682	-70 972
Autres variations				3 412 093		3 412 093	4 881 958	22 197 850
Capitaux propres clôture 30.06.2018	1 794 634	12 539 670		3 412 093	-431 005	17 315 392	4 881 958	22 197 850

TABEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers de DH

	30/06/2018	01/01/2018*
		FTA
Résultat avant impôts	2 167 693	3 838 331
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	307 040	747 408
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	33 940	-16 898
+/- Dotations nettes aux provisions	608 694	561 456
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-20 084	-12 827
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-466 878	-930 281
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement		
+/- Autres mouvements	-387 486	-1 406 990
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	75 226	-1 058 132
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	7 097 966	2 079 434
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-2 039 082	2 736 592
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-21 637	8 431 333
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-4 534 801	-1 645 793
- Impôts versés	-201 917	-1 401 950
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	300 531	10 199 617
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	2 543 449	12 979 816
+/- Flux liés aux Actifs Financiers Disponible à la Vente	-53 386	-1 166 373
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-64 999	-81 056
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-639 219	-372 909
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-757 604	-1 620 338
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-1 531 701	-1 425 511
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-2 648 423	2 950 430
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-4 180 124	1 524 919
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-158 728	434 796
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-2 553 007	13 319 193
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	21 008 455	7 689 262
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	14 490 894	12 155 637
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	6 517 561	-4 466 375
<i>Dont Prêt et Emprunt de trésorerie JJ</i>	3 016 602	-1 153 270
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	18 455 448	21 008 455
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	12 935 947	14 490 894
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	5 519 500	6 517 561
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	-2 553 007	13 319 193

COMMISSIONS NETTES

En milliers de DH

	juin-18			juin-17		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	1 066 522	80 823	985 699	937 696	84 076	853 620
- avec les établissements de crédit						
- avec la clientèle	821 845		821 845	723 666		723 666
- sur titres	113 185	36 979	76 206	110 311	60 868	49 443
- de change	131 492	43 844	87 648	103 719	23 208	80 511
- sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan						
Prestation de services bancaires et financiers	376 673	131 009	245 663	342 734	103 297	239 437
Produits nets de gestion d'OPCVM	174 006	38 179	135 827	179 019	32 287	146 732
Produits nets sur moyen de paiement						
Assurance						
Autres	202 667	92 830	109 836	163 715	71 010	92 705
Produits nets de commissions	1 443 194	211 832	1 231 363	1 280 430	187 373	1 093 057

RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

En milliers de DH

	juin-18						juin-17					
	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total
Marge d'intérêt	2 058 116	-9 636	322 014	-7 314	2 288 874	4 652 054	1 963 218	22 908	383 964	-8 206	2 383 836	4 745 720
Marge sur commissions	565 746	84 981	7 710	0	572 925	1 231 362	550 526	85 776	11 276		445 479	1 093 057
Produits nets bancaires	2 716 513	181 639	333 456	70 059	3 198 276	6 499 943	2 802 950	190 354	402 144	73 677	3 221 401	6 690 526
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	-1 547 173	-136 964	-115 027	-43 782	-1 905 084	(3 748 030)	-1 627 304	-132 272	-109 029	-42 852	-1 809 375	(3 720 832)
Résultat Brut d'exploitation	1 169 340	44 675	218 429	26 277	1 293 192	2 751 913	1 175 646	58 082	293 115	30 825	1 412 026	2 969 694
Charge ou Produit d'impôt sur le résultat	-267 247	-27 281	-75 113	-7 628	-164 572	(541 841)	-325 460	-29 852	-84 055	-9 112	-157 143	(605 622)
Résultat Part du groupe	490 635	65 314	80 697	460	488 049	1 125 155	575 483	70 900	89 327	22 384	530 306	1 288 400

ACTIFS ET PASSIFS PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

	juin-18						01/01/2018* FTA					
	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total
Total bilan	184 412 064	858 280	15 742 579	213 117	95 323 370	296 549 410	204 523 139	693 752	11 076 662	(415 344)	95 136 607	311 014 816
Éléments d'actif												
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 074 798	14 786	19 618	21 517	3 253 459	5 384 178	2 193 801	97 719	20 398	21 517	3 050 449	5 383 884
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	115 005 898		14 350 766		48 762 888	178 119 552	118 390 934	96	14 423 705		49 169 535	181 984 270
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	29 387 111	152 906	3		953 857	30 493 877	33 809 849	192 764	3		1 242 869	35 245 485
Titres au coût amorti	1 169 340				21 765 271	25 015 621	3 286 607				23 162 946	26 449 553
Éléments du passif												
Dettes envers la clientèle	131 032 682		781 820		62 359 529	194 174 031	135 672 596	17 076	739 090		62 354 836	198 783 598
Fonds propres	14 525 487	332 492	1 169 339	(164 359)	6 334 390	22 197 349	14 191 342	358 467	1 470 727	(639 611)	6 716 912	22 097 837

MARGE D'INTÉRÊTS

En milliers de DH

	Produits	juin-18 Charges	Net
Opérations avec la clientèle	5 387 169	1 446 759	3 940 410
Comptes et prêts/emprunts	5 044 918	1 426 006	3 618 912
Opérations de pensions		20 753	-20 753
Opérations de location-financement	342 251		342 251
Opérations interbancaires	471 409	662 229	-190 820
Comptes et prêts/emprunts	364 901	654 353	-289 452
Opérations de pensions	106 508	7 876	98 632
Emprunts émis par le Groupe		499 389	-499 389
Instruments à la juste valeur sur capitaux propres			
Instruments de dette	1 401 853		1 401 853
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	7 260 430	2 608 376	4 652 054

En milliers de DH

	Produits	juin-17 Charges	Net
Opérations avec la clientèle	5 398 284	1 485 082	3 913 202
Comptes et prêts/emprunts	5 040 760	1 414 436	3 626 324
Opérations de pensions		70 646	-70 646
Opérations de location-financement	357 524		357 524
Opérations interbancaires	448 085	646 963	-198 878
Comptes et prêts/emprunts	336 334	600 241	-263 907
Opérations de pensions	111 751	46 722	65 029
Emprunts émis par le Groupe			
Instruments de couverture de résultats futurs			
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux			
Portefeuille de transactions	675 819	460 604	215 215
Titres à revenu fixe	675 819	270 852	404 967
Opérations de pensions			
Prêts/emprunts			
Dettes représentées par un titre		189 752	-189 752
Actifs disponibles à la vente			
Actifs détenus jusqu'à échéance	816 181		816 181
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	7 338 369	2 592 649	4 745 720

GAINS ET PERTES NETS SUR LES AUTRES ACTIFS

En milliers de DH

	juin-18	juin-17
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation		
Plus-values de cession		
Moins-value de cession		
Autres	44 281	31 985
Gains ou pertes sur autres actifs	44 281	31 985

INFORMATION SECTORIELLE

L'information comptable et financière au sein du groupe BMCE Bank est déclinée en quatre pôle d'activité :

- Banque au Maroc : Bmce Bank Activité Maroc
- Gestion d'actif : BMCE Capital, BMCE Capital Bourse, BMCE Capital Gestion,

BMCE BANK OF AFRICA

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EN NORMES IFRS

www.ir-bmcebancokofafrica.ma

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIES DE COUVERTURE MISSION & ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES

Dans le cadre des missions du Conseil d'Administration portant sur la maîtrise des risques associés aux activités de la Banque, l'examen des systèmes mis en œuvre par la Direction Générale afin de gérer ces risques et ce, garantissant le respect des exigences applicables liées à la réglementation, aux sociétés, aux valeurs mobilières et aux autres obligations légales, BMCE Bank Of Africa a mis en place un dispositif de gestion des risques reposant sur plusieurs instances de gouvernance, d'une part, et des instances de gestion courante, d'autre part.

Sont ainsi impliqués dans la gestion et surveillance des risques de la Banque et du Groupe, le CACI Groupe, le Comité de Direction Générale, les Comités de Crédit, outre le Comité de Surveillance des comptes en anomalie et de déclassement, le Comité Risques Groupe qui traite des risques de crédit, marché et opérationnel et le comité de pilotage et de gestion des Risques Groupe.

Par ailleurs, le Contrôle Général Groupe est mandaté pour diligenter des missions d'inspection et d'audit dans les différentes entités opérationnelles aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

Le Pôle Risques, à travers le Management des Risques Groupe, la direction Analyse des Engagements, la direction Surveillance des Engagements assure, d'une part, le pilotage et la surveillance des risques supportés par les entités du Groupe et, d'autre part, examine les modalités d'octroi de lignes de crédit. La mission du Pôle Risques Groupe est de parvenir à la maîtrise des risques en contribuant activement à :

- La définition de la politique des risques du Groupe BMCE Bank Of Africa ;
- La mise en place d'un système de contrôle des risques ;
- La définition et la gestion des processus de prise et de suivi des engagements.

RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est le risque de non remboursement par des clients de leurs obligations envers la Banque en intégralité et dans les délais impartis, et qui pourrait entraîner une perte financière pour la Banque. C'est la catégorie de risque la plus large et qui peut être corrélée à d'autres catégories de risque.

Dispositif de Décision

La procédure d'octroi de crédit mise en œuvre s'articule autour de deux approches :

- Une approche standardisée, pour les produits communs destinés aux particuliers, qui repose sur deux piliers :
 - L'utilisation d'une fiche d'auto-contrôle qui formate les critères d'acceptation, sur la base desquels l'évaluation des risques est menée. Cette fiche d'auto-contrôle reprend les conditions du crédit et vérifie la conformité et le respect des normes de crédit ;
 - Un système de délégation qui désigne les niveaux de pouvoirs des autorisations d'attribution de crédit. Il permet d'assurer la conformité des décisions prises au processus de crédit et l'intégrité de la personne délégataire. Chaque demande de prêt transite par toutes les entités subordonnées jusqu'à son octroi par l'entité titulaire de la demande en question.
- Une approche individuelle, en fonction des spécificités et des besoins des entreprises, qui repose sur trois principes directeurs :
 - La gestion du portefeuille de crédit qui permet au Senior Management de détenir suffisamment d'informations pour évaluer le profil de risque de client ;
 - La délégation du pouvoir d'approbation à des individus intuitu personae sur la base de leur expérience, jugement, compétence, et formation professionnelle ;
 - L'équilibre des pouvoirs, les facilités étant accordées sur la base du jugement d'au moins trois personnes "Troika".

Pour certains niveaux de risques, l'approbation du Comité Senior de Crédit ou du Comité des Grands Engagements (CGE) doit être sollicitée. A noter également qu'un contrôle autonome de la qualité du crédit et du respect des procédures est assuré par le Contrôle Général Groupe.

Pareillement, le Pôle Risques Groupe veille de manière autonome et poursuit le maintien de la qualité de gestion des risques et le respect des règles et procédures internes.

Le niveau d'approbation requis est généralement déterminé par le montant des facilités proposées au client, le rating du client, les crédits nécessitant l'approbation d'un spécialiste sectoriel, les crédits jouissant de garanties sûres, la maturité de la facilité.

Diversification du Portefeuille

La diversification du portefeuille de crédit demeure une préoccupation permanente de la politique de risque du Groupe. Les éventuelles concentrations par contrepartie ou par secteur font l'objet d'un examen régulier donnant lieu le cas échéant à des actions correctives permettant une gestion dynamique de l'exposition.

A ce propos, des limites de concentration sont instaurées et revues semestriellement portant sur les secteurs d'activité ainsi que les Groupes d'intérêt économique. Aussi, des reportings réguliers sont adressés à Bank Al-Maghrib, notamment celui du coefficient de division des risques.

Surveillance et pilotage

Le Pôle Risques Groupe assure, au niveau du Groupe BMCE Bank Of Africa, des missions de prévention et de surveillance permanente des risques de crédit.

Fonction clé dans le processus de maîtrise des risques, cette gestion préventive consiste à anticiper les situations de dégradation des risques et à y apporter les ajustements appropriés.

Dans le cadre de l'exercice de cette fonction, le pôle est amené à :

- Surveiller la régularité des engagements : conformité à l'objet du crédit et respect des cotes autorisées, examen des incidents de paiement, revue des dossiers échus... ;
- Détecter les créances présentant des signes de faiblesse persistants ;
- Suivre avec le Réseau l'évolution des principaux risques (créances difficiles, engagements les plus importants et/ ou les plus sensibles) ;
- Déterminer les dossiers éligibles au déclassement au regard de la réglementation en vigueur régissant les créances en souffrance ;
- Suivre en permanence les indicateurs de risque de crédit : créances saines, créances sensibles et créances en souffrance en précisant les provisions, le taux de sinistralité et le taux de couverture.

Créances en souffrance

A l'occasion de la revue périodique, mensuelle, du portefeuille et l'analyse des dossiers à risques, chaque filiale procède à la revue de sa classification réglementaire des crédits en s'alignant sur les exigences réglementaires locales.

Cette revue est actée dans le cadre des comités de surveillance des comptes en anomalie et de déclassement, et ce sur proposition de la fonction Risques de chaque entité. Les décisions de ces comités sont mises en œuvre à travers l'exécution et le suivi du transfert des comptes sains à la catégorie de créances en souffrance correspondantes ainsi que de leur provisionnement.

Le provisionnement fait l'objet de contrôle et de suivi par le Contrôle Général Groupe, les Auditeurs Externes et le Comité Risques Groupes.

Dispositif de Notation Interne

Un outil de notation interne « hors Retail » qui est déployé au niveau du réseau commercial et couvre différents segments bâlois.

Parallèlement, un système décisionnel d'octroi de crédit à la consommation a été développé et implémenté au niveau de l'outil d'instruction de crédit de la Banque.

BMCE Bank of Africa dispose également d'une grille de score pour les MRE, professionnels et TPE. Cette grille a été implémentée au niveau de la GRC.

RISQUE DE MARCHÉ

Les risques de marché sont définis comme les risques de pertes sur des positions de bilan et de hors bilan à la suite de variations des prix du marché, ils recouvrent :

- Le risque de taux d'intérêts ;
- Le risque sur titre de propriété ;
- Le risque de change ;
- Le risque sur produits de base.

Et deux typologies de risque de crédit sur opérations de marché :

- Risque de contrepartie ;
- Risque de règlement livraison.

Le dispositif de gestion des risques de marché du Groupe BMCE Bank of Africa s'articule autour de deux axes principaux:

Limites

Limites de Contrepartie sur opérations de marché :

Le processus d'octroi des limites par contrepartie et des demandes de dépassement sur opérations de marché est régi au sein du Groupe BMCE Bank of Africa via un système de délégation des pouvoirs encadré par des procédures différenciées suivant le type de contrepartie.

Les transactions de marché font l'objet d'une fixation de limites a priori, selon un schéma délégataire s'appuyant sur le principe de la Troïka.

Limites de marché

Afin de maîtriser la prise de risques de marché au sein du Groupe BMCE Bank of Africa et la diversification du portefeuille de négociation, un set de limites de marché a été instauré. Ces limites reflètent le profil de risque du Groupe et permettent un pilotage optimal des risques de marché à travers l'arbitrage entre les différentes activités de marché. Le set des limites de marché du Groupe BMCE Bank of Africa se décline comme suit :

- Les limites de stop/loss par activité sur différents horizons ;
- Les limites de positions ;
- Les limites de transaction.

Indicateurs de risque

Différents indicateurs de risque reflétant le niveau d'exposition aux risques de marché sont utilisés au sein du Groupe BMCE Bank of Africa et se déclinent comme suit :

Valeur en risque (VaR) globale et par classe d'actif

La Value-at-Risk est une mesure globale et probabilisée du risque de marché. Elle permet de résumer le risque encouru à travers le calcul de la perte potentielle éventuelle sur un horizon de temps et un degré de probabilité donnés.

Stress Testing par facteur de risque

Le Groupe BMCE Bank of Africa réalise des tests de résistance afin d'évaluer la vulnérabilité du portefeuille de négociation du groupe à des scénarii extrêmes. Les stress tests couvrent toutes les composantes du portefeuille de négociation à travers la simulation de l'ensemble des facteurs de risque impactant le portefeuille.

RISQUE GLOBAL DE LIQUIDITE ET DE TAUX D'INTERET

Afin de préserver les équilibres du bilan dans un contexte de croissance des actifs, le dispositif de gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêt mis en place par BMCE Bank Of Africa a pour objectif de veiller à :

- Assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêt, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres ;
- Assurer un niveau de liquidité suffisant, permettant à la Banque de faire face à ses obligations à tout moment en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle ;
- S'assurer que le risque inhérent aux positions de change ne vienne diminuer la marge bénéficiaire de la Banque ;
- Orienter la stratégie de la Banque de telle sorte à pouvoir saisir pleinement les opportunités de croissance offertes par l'environnement macro économique.

Risque de Liquidité

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de liquidité a pour but d'adapter la structure de ses ressources afin de permettre à la Banque de poursuivre de manière harmonieuse l'expansion de son activité.

Le risque de liquidité se traduit pour la Banque à travers l'impossibilité de satisfaire ses engagements, lorsque des besoins inattendus sont subis, et qu'elle ne peut y faire face à partir de ses actifs liquides.

Une telle éventualité peut trouver son origine dans d'autres causes que la liquidité. Par exemple des pertes importantes qui résultent des défaillances des contreparties, ou d'évolutions adverses du marché.

Deux sources majeures peuvent générer un risque de liquidité :

- L'incapacité de l'établissement à lever les fonds nécessaires pour faire face à des situations inattendues à court terme, notamment un retrait massif des dépôts ou un tirage maximal des engagements en hors bilan ;
- Le non adossement des actifs et passifs ou le financement des actifs moyen et long termes par des passifs à court terme.

Un niveau de liquidité acceptable est un niveau qui permet à la Banque à la fois de financer l'évolution de ses actifs, et de faire face à ses engagements dès qu'ils sont exigibles, en mettant ainsi la Banque à l'abri d'une crise éventuelle.

Deux indicateurs permettent d'apprécier le profil de liquidité de la Banque :

- Le LCR (Liquidity Coverage Ratio) : coefficient de liquidité selon les normes de Bâle III ;
- Le profil des impasses cumulées à horizon 12 mois en mode statique.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de liquidité encouru par la Banque à court, moyen et long termes. Cette technique permet d'estimer les besoins nets de refinancement sur différents horizons et arrêter les modalités adéquates de couverture.

Risque de Taux

Le risque de taux d'intérêt est le risque que l'évolution future des taux d'intérêt vienne réduire les marges prévisionnelles de la Banque.

La variation des taux d'intérêt impacte également la valeur actualisée des flux futurs attendus. Le degré d'impact sur la valeur économique des actifs et des passifs dépend de la sensibilité des différentes composantes du bilan à une variation des taux.

L'appréciation du risque de taux peut s'effectuer en faisant appel à un ensemble de simulations de stress testing, dans le cadre d'un scénario de variation des taux de 200 pts tel que préconisé par le Comité de Bâle.

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de taux d'intérêt, veille à assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêt, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres.

Les variations des taux d'intérêts peuvent avoir des répercussions néfastes sur la marge d'intérêt de la Banque, et par conséquent causer de sérieuses déviations par rapport au plan initial.

Afin de neutraliser ces risques de déviation, le département ALM oriente régulièrement la stratégie de la Banque en fixant des règles d'adossement des emplois à des ressources de même nature, et en définissant un seuil de tolérance maximum de déviation de la marge d'intérêt par rapport au PNB prévisionnel.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de taux encouru par la Banque à court terme et à moyen, long termes. Cette technique permet d'estimer les décalages d'adossesments actif / passif sur différents horizons afin d'arrêter les modalités adéquates de couverture.

RISQUE OPERATIONNEL

Le risque opérationnel correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un événement externe.

L'objectif prioritaire du Groupe BMCE Bank Of Africa au travers de son dispositif de gestion des risques opérationnels est la réduction de l'exposition aux risques opérationnels, l'optimisation des processus de surveillance et le renforcement du dispositif de contrôle.

Le système interne de mesure du risque opérationnel est étroitement associé à la gestion quotidienne des risques à travers la collecte des événements de risques, la cartographie des risques opérationnels ainsi que les indicateurs clés de risques (K.R.I.). Une organisation spécifique de gestion des risques opérationnels a été mise en place se basant sur des interlocuteurs risques opérationnels. Il s'agit des Correspondants Risques opérationnels Métiers et Filiales (CRO), coordinateurs risques opérationnels et relais risques opérationnels.

Plusieurs types d'attitudes peuvent être envisagés pour la gestion des risques opérationnels :

- Renforcer les contrôles ;
- Couvrir les risques, en particulier via la mise en place d'assurance ;
- Eviter les risques, via notamment le redéploiement d'activités ;
- Elaborer des plans de continuité d'activité.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa dispose d'un dispositif de contrôle permettant une forte réduction des risques opérationnels. Cependant, en termes de gestion des risques opérationnels et via son dispositif dédié, elle conserve toute latitude pour identifier au cas par cas le comportement optimal, en fonction des différents types de risque. Par ailleurs, le Groupe dispose de polices d'assurances permettant d'atténuer les risques encourus relatifs aux dommages des locaux, des fraudes, des vols de valeurs et de responsabilité civile...

La gouvernance des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank Of Africa est structurée en trois Comités RO :

- Comité de Suivi des Risques Opérationnels Métiers ;
- Comité Risques Opérationnels Filiales ;
- Comité Risques Opérationnels Groupe.

Les missions de ces Comités portent sur la revue périodique de :

- L'évolution de l'exposition aux risques opérationnels et de l'environnement de contrôle de ces risques ;
- L'identification des principales zones de risque, en termes d'activités et de types de risques ;
- La définition des actions préventives et correctives à mettre en place afin de réduire le niveau de risque ;
- Le montant des Fonds Propres à allouer aux risques opérationnels, le coût des actions de prévention à mettre en œuvre ainsi que le coût lié aux assurances à mettre en place.

Plan de Continuité d'Activité

Porté par un cadre réglementaire, le plan de continuité d'activité répond à une importance croissante accordée à la minimisation des effets des interruptions des activités, du fait des interdépendances qui existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques. Il s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations des services essentielles de la Banque puis la reprise planifiée des activités.

RISQUE PAYS

Par risque pays on entend la possibilité qu'une contrepartie souveraine d'un pays donné ne soit pas en mesure ou refuse, et que les autres contreparties de ce pays ne soient pas en mesure, de remplir leurs obligations à l'égard de l'étranger pour des considérations d'ordre sociopolitique, économique ou financier.

La politique de gestion des risques pays décrit en détail le dispositif qui repose sur les axes suivants :

- Identification du risque pays ;
- Calcul de l'exposition par pays et consolidation ;
- Élaboration de la fiche pays et sa notation ;
- Allocation des limites pays ;
- Reporting et alertes ;
- Provisionnement.

Le suivi et la surveillance des expositions du Groupe sur les risques pays sont assurés à travers une remontée mensuelle de Reporting provenant des filiales à destination du Management des Risques Groupe.

STRESS TESTING

Le stress Testing consiste à analyser différents scénarios suite à des chocs extrêmes affectant le portefeuille et a pour objectif :

- De renforcer les outils de mesure de risque afin de prévoir et d'anticiper d'éventuels risques de crédit ;
- Une meilleure allocation des Fonds Propres en prenant en considération l'augmentation continue des encours du crédit du portefeuille.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa intègre le stress testing comme composante fondamentale de sa politique de gestion des risques, à ce titre, des exercices de stress test sont réalisés régulièrement en sus des reportings semestriels instaurés par le régulateur.

ACITFS ET PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

En milliers de DH

	30/06/2018		01/01/2018* FTA			
	Actifs/Passifs financiers détenus à des fins de transactions	Autres actifs/ Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Total	Actifs/Passifs financiers détenus à des fins de transactions	Autres actifs/ Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Total
ACITFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT						
Titres de créance négociables	9 236 817		9 236 817	13 997 669		13 997 669
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	9 216 559		9 216 559	13 486 149		13 486 149
Autres titres de créances négociables	20 258		20 258	511 520		511 520
Obligations	1 877 737		1 877 737	1 133 601		1 133 601
Obligations d'Etat	1 344 664		1 344 664	475 893		475 893
Autres obligations	533 073		533 073	657 708		657 708
Actions et autres titres à revenu variable	18 242 246	1 126 237	19 368 483	18 659 595	1 437 396	20 096 991
Opérations de pension						
Prêts						
aux établissements de crédit						
à la clientèle entreprises						
à la clientèle particulières						
Instruments financiers dérivés de transaction	10 840		10 840	17 224		17 224
Instruments dérivés de cours de change	10 263		10 263	16 647		16 647
Instruments dérivés de taux d'intérêt	577		577	577		577
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT	29 367 640	1 126 237	30 493 877	33 808 089	1 437 396	35 245 485
dont titres prêtés						
hors actions et autres titres à revenu variable						
PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT						
Emprunts de titres et ventes à découvert						
Opérations de pension						
Emprunts		1 774 825	1 774 825		1 737 600	1 737 600
Etablissements de crédit		1 774 825	1 774 825		1 737 600	1 737 600
Clientèle Entreprises						
Dettes représentées par un titre						
Instruments financiers dérivés de transactions	12 083		12 083	37 094		37 094
Instruments dérivés de cours de change	12 083		12 083	37 094		37 094
Instruments dérivés de taux d'intérêt						
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT	12 083	1 774 825	1 786 908	37 094	1 737 600	1 774 694



BMCE BANK OF AFRICA

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EN NORMES IFRS

www.ir-bmcebancokofafrica.ma

VENTILATION DES DÉPRECIATIONS PAR BUCKET

En milliers de DH

	juin-18				01/01/2018* FTA			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Coût amorti								
Prêts et créances sur les établissements de crédit	29 162		69 252	98 414	29 162		69 516	98 678
Prêts et créances sur la clientèle	1 268 305	1 741 420	10 109 749	13 119 474	1 313 542	2 310 794	8 888 506	12 512 842
Titres de dettes	121 054	28 810		149 864	137 310	41 697		179 007
JV par OCI recyclables								
Prêts et créances sur les établissements de crédit								
Prêts et créances sur la clientèle								
Titres de dettes	2 098			2 098	2 670			2 670
Engagements hors bilan								
Engagements hors bilan	167 941	2 358		170 299	250 889	4 259		255 148
TOTAL	1 588 560	1 770 230	10 179 001	13 369 850	1 482 684	2 352 491	8 958 022	13 048 345

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Valeur Au Bilan	Gains Latents	Pertes Latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1 629 151		-20 852
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	3 755 027	1 605 948	-525 362

PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU COUT AMORTI

En milliers de DH

	30-juin-18	01/01/2018* FTA	31-déc-17
Comptes à vue	8 325 622	8 291 678	8 291 678
Prêts	13 037 681	13 523 250	13 523 250
Dont prêts de trésorerie JJ	878 760	186 045	186 045
Opérations de pension	187 608	3 430 874	3 430 874
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS AVANT DÉPRECIATION	21 550 911	25 245 802	25 245 802
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-98 414	-98 678	-68 751
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS NETS DE DÉPRECIATION	21 452 497	25 147 124	25 177 051

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En milliers de DH

	30-juin-18	31-déc-17
Comptes à vue	3 040 728	4 874 113
Emprunts	23 583 630	30 481 573
Dont emprunt de trésorerie JJ	724 949	168 500
opérations de pension	15 732 975	9 603 254
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	42 357 333	44 958 940

PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU COUT AMORTI

En milliers de DH

	30-juin-18	01/01/2018* FTA	31-déc-17
Comptes ordinaires débiteurs	23 790 789	26 047 637	24 743 400
Prêts consentis à la clientèle	144 057 217	142 472 636	142 472 636
Opérations de pension	9 597 092	12 203 716	12 203 716
Opérations de location-financement	13 793 928	13 773 123	13 773 123
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AVANT DÉPRECIATION	191 239 026	194 497 112	193 192 875
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-13 119 474	-12 512 842	-9 377 885
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE NETS DE DÉPRECIATION	178 119 552	181 984 270	183 814 990

VENTILATION DES CRÉANCES ENVERS LA CLIENTÈLE PAR AGENT ÉCONOMIQUE

En milliers de DH

	30-juin-18	01/01/2018* FTA	31-déc-17
Banque au Maroc	115 005 898	118 390 934	118 209 182
Services Financiers Spécialisés	14 350 766	14 423 705	14 713 386
Activités à l'international	48 762 888	49 169 535	50 892 326
Gestion d'actifs		96	96
Autres Activités			
TOTAL EN PRINCIPAL	178 119 552	181 984 270	183 814 990
Dettes rattachées			
VALEUR AU BILAN	178 119 552	181 984 270	183 814 990

VENTILATION DES CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En milliers de DH

	30-juin-18	01/01/2018* FTA	31-déc-17
Maroc	129 356 664	132 814 735	132 922 664
Afrique	44 291 502	44 937 825	46 643 948
Europe	4 471 386	4 231 711	4 248 378
Total en principal	178 119 552	181 984 271	183 814 990
Dettes rattachées			
Valeur au bilan	178 119 552	181 984 271	183 814 990

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	30-juin-18	31-déc-17
Comptes ordinaires créditeurs	103 663 857	119 258 376
Comptes à terme	39 273 945	40 101 156
Comptes d'épargne	36 138 959	23 497 437
Bons de caisse	6 024 877	5 210 624
Opérations de pension	441 526	3 592 561
Autres comptes créditeurs	8 630 867	7 123 444
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	194 174 031	198 783 598

VENTILATION DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE PAR AGENT ÉCONOMIQUE

En milliers de DH

	30-juin-18	31-déc-17
Banque au Maroc	130 990 065	135 672 596
Services Financiers Spécialisés	781 820	739 090
Activités à l'international	62 402 146	62 354 836
Gestion d'actifs		17 076
Autres Activités		
TOTAL EN PRINCIPAL	194 174 031	198 783 598
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	194 174 031	198 783 598

VENTILATION DES DETTES SUR LA CLIENTÈLE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En milliers de DH

	30-juin-18	31-déc-17
Maroc	131 771 885	136 428 762
Afrique	60 754 691	60 741 686
Europe	1 647 455	1 613 150
TOTAL EN PRINCIPAL	194 174 031	198 783 598
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	194 174 031	198 783 598

IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION

En milliers de DH

	30 juin-18			31 déc-2017		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immobilisations corporelles	13 618 586	6 077 550	7 541 036	13 109 310	5 806 510	7 302 800
Terrains et constructions	4 061 916	475 393	3 586 523	4 031 041	423 811	3 607 230
Équipement, Mobilier, Installations	4 115 543	2 611 372	1 504 171	4 018 645	2 497 926	1 520 719
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	5 441 127	2 990 785	2 450 342	5 059 624	2 884 773	2 174 851
Immobilisations incorporelles	1 951 847	1 112 840	839 007	2 078 628	1 140 820	937 808
Logiciels informatiques acquis	1 466 983	842 408	624 575	1 463 476	874 855	588 621
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	484 864	270 432	214 432	615 152	265 965	349 187
Immeubles de placements	3 988 418	109 998	3 878 420	3 906 376	81 937	3 824 439

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers de DH

	30-juin-18	01/01/2018* FTA	31-déc-17
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN DÉBUT DE PÉRIODE	1 087 637	832 490	685 204
Dotations aux provisions	22 754	255 147	279 774
Reprises de provisions	-74 787		-170 869
Autres mouvements	-44 220		38 381
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN FIN DE PÉRIODE	991 384	1 087 637	832 490

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

	30/06/2018	30/06/2017
CAPITAL (EN MAD)	1 794 633 900	1 794 633 900
Nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année	179 463 390	179 463 390
Résultat Part groupe (EN MAD)	1 125 155 193	1 288 399 317
Résultat par Action (EN MAD)	6,27	7,18
Résultat dilué par Action (EN MAD)	6,27	7,18

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
BMCE BANK	Banque			Mère
BMCE CAPITAL	Banque d'Affaires	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actifs	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
MAROC FACTORING	Factoring	100,00%	100,00%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	52,47%	52,47%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la consommation	74,76%	74,76%	I.G.
BMCE EUROSERVICES	Ets financier	100,00%	100,00%	I.G.
LCB Bank	Banque	37,00%	37,00%	I.G.
BMCE BANK INTERNATIONAL HOLDING	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BOA GROUP	Holding Bancaire	72,85%	72,85%	I.G.
LOCASOM	Location de voiture	100,00%	97,39%	I.G.
RM EXPERTS	Recouvrement	100,00%	100,00%	I.G.
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	32,38%	32,38%	M E E
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	M E E
EURAFRIC INFORMATION	Informatique	41,00%	41,00%	M E E
CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'études	38,90%	38,90%	M E E
AFRICA MOROCCO LINKS	Transport Maritime	51,00%	51,00%	M E E
BANK AL TAMWIL WAL INMAA	Banque Participative	51,00%	51,00%	M E E



BMCE BANK OF AFRICA

ÉTATS DE SYNTHÈSE

COMPTES SOCIAUX

AU 30 JUIN 2018

www.ir-bmcebancofafrica.ma

BILAN

En milliers de DH

ACTIF	30/06/2018	31/12/2017
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	4 731 599	5 878 612
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	21 305 881	25 310 048
A vue	5 923 166	8 842 973
A terme	15 382 715	16 467 075
Créances sur la clientèle	113 396 252	117 240 319
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	36 474 730	36 762 530
Crédits et financements participatifs à l'équipement	22 867 350	22 310 597
Crédits et financements participatifs immobiliers	39 617 216	40 478 952
Autres crédits et financements participatifs	14 436 956	17 688 240
Créances acquises par affectation	1 084 994	860 845
Titres de transaction et de placement	29 438 372	33 890 104
Bons du Trésor et valeurs assimilées	10 868 616	14 291 200
Autres titres de créance	335 907	926 552
Titres de propriété	18 233 849	18 672 352
Certificats de Sukuks	-	-
Autres actifs	3 566 061	2 692 565
Titres d'investissement	3 169 168	3 190 421
Bons du Trésor et valeurs assimilées	964 247	964 189
Autres titres de créance	2 206 921	2 226 232
Certificats de Sukuks	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	10 307 082	10 357 921
Participation dans les entreprises liées	8 007 466	-
Autres titres de participation et emplois assimilés	2 299 616	-
Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	196 581	202 745
Dépôts d'investissement placés	132 224	103 119
Immobilisations données en crédit-bail et en location	132 224	103 119
Immobilisations données en Ijara	153 480	191 871
Immobilisations incorporelles	5 338 857	5 325 367
Immobilisations corporelles	192 820 551	205 243 937
TOTAL DE L'ACTIF	192 820 551	205 243 937

HORS BILAN

En milliers de DH

HORS BILAN	30/06/2018	31/12/2017
ENGAGEMENTS DONNES	26 405 027	22 867 740
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	570 593	469 741
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	6 990 773	6 934 207
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 353 457	5 109 213
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	10 745 075	9 131 162
Titres achetés à réméré	78 358	78 357
Autres titres à livrer	4 666 771	1 145 060
ENGAGEMENTS RECUS	20 321 363	18 874 748
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	19 232 443	17 915 756
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 078 288	947 160
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	10 632	11 832
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

En milliers de DH

	30/06/2018	30/06/2017
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	5 581 629	5 610 261
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	275 836	338 428
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 806 336	2 911 936
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	256 248	258 103
Produits sur titres de propriété (1) et certificats de Sukuks	641 407	673 422
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	6 505	6 104
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	578 318	562 479
Autres produits bancaires	1 016 979	859 789
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 290 535	2 191 605
Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	424 156	496 641
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	737 679	838 818
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	211 955	214 479
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	5 233	5 233
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	911 511	636 434
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	3 291 094	3 418 656
Produits d'exploitation non bancaire	36 902	55 849
Charges d'exploitation non bancaire	5 666	12 137
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	1 743 513	1 755 714
Charges de personnel	738 696	772 257
Impôts et taxes	61 482	56 646
Charges externes	810 134	726 505
Autres charges générales d'exploitation	4 818	3 083
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	128 383	197 223
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	535 740	597 797
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	510 520	531 542
Pertes sur créances irrécouvrables	16 522	9 132
Autres dotations aux provisions	8 698	57 123
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	207 911	321 763
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	203 019	303 565
Récupérations sur créances amorties	3 294	5 185
Autres reprises de provisions	1 598	13 013
RESULTAT COURANT	1 250 988	1 430 623
Produits non courants	-	-
Charges non courantes	-	-
RESULTAT AVANT IMPOTS	1 250 988	1 430 623
Impôts sur les résultats	246 156	319 808
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 004 832	1 110 812

(-) signifie moins
(+) signifie plus

PRINCIPALES METHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES AU 30 JUIN 2018

INDICATION DES METHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les méthodes d'évaluation sont conformes à celles préconisées par le plan comptable des établissements de crédit

97, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc

11, Avenue Bir Kacem
Boulevard 10000 RABAT
Maroc

**BMCE BANK OF AFRICA ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 30 JUIN 2018**

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de BMCE BANK OF AFRICA comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 24.827.271, dont un bénéfice net de KMAD 1.004.832, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

BMCE BANK OF AFRICA dispose d'un stock d'actifs immobiliers hors exploitation, acquis par voie de dotations, pour un montant total de 5,5 milliards de dirhams au 30 juin 2018. Compte tenu des risques inhérents à ces actifs immobiliers, et notamment des incertitudes liées à leurs valeurs de réalisation et à leurs délais d'écoulement, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la valeur de ces actifs au 30 juin 2018.

Sur la base de notre examen limité et sous réserve de l'incidence de la situation décrite ci-dessus, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de BMCE BANK OF AFRICA arrêtés au 30 juin 2018, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 28 septembre 2018

Les Commissaires aux Comptes

En milliers de DH

PASSIF	30/06/2018	31/12/2017
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	20 681 741	20 482 268
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 996 756	2 620 616
A vue	18 684 985	17 861 652
A terme	131 158 082	135 815 145
Dépôts de la clientèle	73 802 190	75 986 426
Comptes à vue créditeurs	23 126 821	22 621 427
Comptes d'épargne	28 455 585	31 159 953
Dépôts à terme	5 773 486	6 047 339
Autres comptes créditeurs	-	-
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	11 404 228	12 565 911
Titres de créance émis	8 959 435	10 156 422
Titres de créance négociables émis	2 444 793	2 409 489
Emprunts obligataires émis	-	-
Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	4 056 815	9 010 886
Provisions pour risques et charges	692 413	685 988
Provisions réglementées	9 488 098	11 447 182
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	12 539 670	11 953 769
Dettes subordonnées	1 794 634	1 794 634
Dépôts d'investissement reçus	1 794 634	1 794 634
Ecarts de réévaluation	12 539 670	11 953 769
Réserves et primes liées au capital	1 794 634	1 794 634
Capital	1 794 634	1 794 634
Actionnaires.Capital non versé (-)	37	16
Report à nouveau (+/-)	1 004 832	1 488 138
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	1 004 832	1 488 138
Résultat net de l'exercice (+/-)	1 004 832	1 488 138
TOTAL DU PASSIF	192 820 551	205 243 937

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION

En milliers de DH

	30/06/2018	30/06/2017
(+) Intérêts et produits assimilés	3 338 419	3 508 465
(-) Intérêts et charges assimilés	1 373 790	1 549 938
MARGE D'INTERET	1 964 629	1 958 527
(+) Produits sur financements participatifs	-	-
(-) Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	6 506	6 104
(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et location	5 233	5 233
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et location	1 273	871
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET LOCATION	4 233	5 233
(+) Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS D'IJARA (1)	686 319	647 819
(+) Commissions perçues	152 234	119 856
(-) Commissions servies	534 085	527 963
MARGE SUR COMMISSIONS (1)	152 234	119 856
(+) résultat des opérations sur titres de transaction	219 466	188 905
(+) résultat des opérations sur titres de placement	-33 130	76 788
(-) résultat des opérations de charge	165 363	97 340
14.(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-64 840	15 101
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ (1)	286 859	378 134
(+/-) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
(+) Divers autres produits bancaires	641 407	673 423
(-) Diverses autres charges bancaires	137 159	120 261
(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT	504 248	553 162
PRODUIT NET BANCAIRE	3 291 094	3 418 657
(+) résultat des opérations sur omobilisation financières (2)	-1 092	4 430
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	36 902	55 849
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	5 248	11 748
(-) Charges générales d'exploitation	1 743 513	1 755 715
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 578 143	1 711 472
(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagement par signatures en souffrance	-320 728	-231 923
(+) autres dotations nettes de reprises aux provisions	-6 422	-48 929
RESULTAT COURANT	1 250 988	1 430 620
RESULTAT NON COURANT	246 156	319 808
(-) Impôts sur les résultats	246 156	319 808
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 004 832	1 110 812

	30/06/2018	30/06/2017
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 004 832	1 110 812
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	128 383	197 223
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières (1)	960	-
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	7 300	30 000
(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
(+) Dotations non courantes	-	-
(-) Reprises de provisions (1)	286	4 820
(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	3	16 544
(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
(-) Plus-values de cession des immobilisations financières (1)	-	-
(+) Moins-values de cession des immobilisations financières (1)	419	390
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	1 141 605	1 317 061
(-) Bénéfices distribués	1 141 605	1 317 061
(+) AUTOFINANCEMENT	1 141 605	1 317 061

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers de DH

	30/06/2018	31/12/2017
(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	4 323 210	8 868 707
(+) Récupérations sur créances amorties	3 294	21 387
(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	36 902	215 861
(-) Charges d'exploitation bancaire versées	2 477 465	4 964 271
(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	5 666	71 516
(-) Charges générales d'exploitation versées	1 615 130	3 262 287
(-) Impôts sur les résultats versés	246 157	608 137
I.FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	18 988	199 744
Variation des :		
(+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	4 004 167	-747 286
(+) Créances sur la clientèle	3 619 918	-1 441 508
(+) Titres de transaction et de placement	4 472 985	5 579 948
(+) Autres actifs	-873 496	-744 126
(-) Titres Moudaraba et Moucharaka	-	-
(+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-29 105	-29 119
(+) Immobilisations données en Ijara	-	-
(+) Dépôts d'investissement placés auprès des établissements de crédit et assimilés	-	-
(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	199 473	-5 284 823
(+) Dépôts de la clientèle	-4 657 063	4 690 724
(+) Dettes envers la clientèle sur financements participatifs	-	-
(+) Titres de créance émis	-1 161 683	489 234
(+) Autres passifs	-4 954 071	-1 684 432
II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	621 125	828 612
III.FLUX DE TR		



CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

En milliers de DH

	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres Ets. de crédit et assimilés au Maroc	Ets. de crédit à l'étranger	Total 30/06/2018	Total 31/12/2017
Comptes ordinaires débiteurs	2 856 320	2 088	1 006 666	5 955 574	9 820 648	11 915 300
Valeurs reçues en pension	81 964				81 964	3 426 909
Au jour le jour						3 016 602
A terme	81 964				81 964	410 307
Prêts de trésorerie		800 000	775 874	3 556 500	5 132 374	4 275 981
Au jour le jour		800 000			800 000	2 443 818
A terme			775 874	3 556 500	4 332 374	1 832 163
Prêts financiers		1 055 208	6 444 331	356 041	7 855 580	8 384 665
Autres créances	2 895 759	159 742	159 742	58 057	3 113 558	3 173 167
Intérêts courus à recevoir	135	3 322	13 548	16 347	33 352	12 638
Créances en souffrance			4		4	
TOTAL	5 834 178	2 020 360	8 240 427	9 942 519	26 037 484	31 188 660

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2018	Total 31/12/2017
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autres clientèles		
Crédits de trésorerie	94 414	1 545 438	23 761 999	1 482 184	26 884 035	26 761 609
Comptes à vue débiteurs	16 854	1 545 438	14 962 910	1 395 667	17 920 869	18 624 101
Créances commerciales sur le Maroc	13 579		3 577 374		3 590 953	3 858 215
Crédits à l'exportation	54 904		312 617		367 521	360 299
Autres crédits de trésorerie	9 077		4 909 098	86 517	5 004 692	3 918 994
Crédits à la consommation				9 209 812	9 209 812	9 586 255
Crédits à l'équipement	4 696 338		17 054 040	897 810	22 648 188	22 068 652
Crédits Immobiliers			10 186 199	29 359 555	39 545 754	40 410 267
Autres crédits de trésorerie		10 890 014	939 660	11 021	11 840 695	15 105 358
Créances acquises par affacturage	359 391		725 603		1 084 994	860 845
Intérêts courus à recevoir	31 097	75 085	318 006	247 318	671 506	725 294
Créances en souffrance			1 207 844	1 388 418	2 596 262	2 582 885
Créances pré-douteuses			19 588	397 154	416 742	447 951
Créances douteuses			438 642	167 647	606 289	718 806
Créances compromises			1 022 311	550 920	1 573 231	1 416 128
TOTAL	5 181 240	12 510 537	54 193 351	42 596 118	114 481 246	118 101 165

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR

En milliers de DH

	Ets de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 30/06/2018	Total 31/12/2017
			Financiers	Non Financiers		
Titres cotés	145 585	11 728 870	18 264 162	404 942	30 543 559	34 897 287
Bons du Trésor et valeurs assimilées		11 728 870			11 728 870	15 178 231
Obligations			396 152	435 946	832 098	1 014 177
Autres titres de créance	145 585		30 313	8 790	184 688	610 759
Titres de propriété			18 233 849		18 233 849	18 672 352
Titres non cotés	1 790 677	259 091	306	13 909	2 063 983	2 183 237
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations	1 759 919				1 759 919	1 777 962
Autres titres de créance						201 001
Titres de propriété						
Intérêts courus	30 758	259 091	306	13 909	304 064	204 274
TOTAL	1 936 262	11 987 961	18 264 468	418 851	32 607 542	37 080 524

CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR LA CLIENTÈLE SOCIALE

En milliers de DH

	30/06/2018		31/12/2017	
	Créances	Provisions	Créances	Provisions
Créances pré-douteuses	475 430	58 688	515 030	67 079
Créances douteuses	1 171 319	565 030	1 388 224	669 418
Créances compromises	6 272 050	4 698 814	5 689 502	4 273 374
TOTAL	7 918 799	5 322 532	7 592 756	5 009 871

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS

En milliers de DH

	30/06/2018	31/12/2017
ACTIF	30/06/2018	31/12/2017
Instruments optionnels achetés	1 385	2 667
Opérations diverses sur titres	233 181	170 848
Débiteurs divers	1 548 327	1 311 808
Sommes dues par l'Etat	1 004 218	733 591
Sommes dues par les organismes de prévoyance		
Sommes diverses dues par le personnel	86 692	88 230
Comptes clients de prestations non bancaires		
Divers autres débiteurs	457 417	489 987
Valeurs et emplois divers	6 177	6 412
Comptes de régularisation	1 776 991	1 200 830
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	58 140	10 087
Contrepartie du résultat de change de hors bilan		
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan		
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan		
Comptes d'écart sur devises et titres		
Résultats sur produits dérivés de couverture		
Charges à répartir sur plusieurs exercices	162 113	181 255
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	148 111	326 508
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	825 734	269 285
Produits à recevoir	123 913	10 778
Charges constatées d'avance	701 821	258 507
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs		
Autres comptes de régularisation	582 893	413 695
Créances en souffrance sur opérations diverses		
TOTAL	3 566 061	2 692 565

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

En milliers de DH

	Montant brut au début de l'exercice	Reclassement Brut au cours de l'exercice/Autres variations	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Montant net à la fin de l'exercice		
						Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Reclassement amortissement au cours de l'exercice / Autres variations	Dotations au titre de l'exercice		Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul
Immobilisations incorporelles	691 566	-120	96 435	135 131	652 750	499 696	-90	9 143	9 479	499 271	153 480
Droit au bail	97 113	-11			97 102						97 102
Immobilisations en recherches et développement											
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	594 453	-108	96 435	135 131	555 648	499 696	-90	9 143	9 479	499 271	56 378
Immobilisations incorporelles hors exploitation											
Immobilisations corporelles	9 047 777	-57	165 820	33 153	9 180 388	3 722 410	-41	119 240	78	3 841 530	5 338 857
Immeubles d'exploitation	1 319 106		4 658	4 658	1 319 106	379 031		13 837		392 868	926 238
Terrain d'exploitation	183 375				183 375						183 375
Immeubles d'exploitation - Bureaux	1 135 731		4 658	4 658	1 135 731	379 031		13 837		392 868	742 862
Immeubles d'exploitation - Logements de fonctions											
Mobilier et matériel d'exploitation	1 825 766	-20	50 164	28 496	1 847 414	1 561 924	-15	29 181	78	1 591 011	256 403
Mobilier de bureau d'exploitation	495 868		37 853	28 210	505 511	358 132		9 861		367 994	137 517
Matériel de bureau d'exploitation	203 261	-10	7 921		211 172	178 103	-5	4 326		182 423	28 749
Matériel informatique	967 577	-11	2 887		970 453	915 351	-10	8 517		923 858	46 595
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	54 589		10	285	54 314	26 853		4 868	78	31 644	22 671
Autres matériel d'exploitation	104 470		1 494		105 964	83 484		1 608		85 092	20 872
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	2 043 651	-36	43 425		2 087 039	1 518 103	-25	55 570		1 573 648	513 392
Immobilisation corporelles hors exploitation	3 859 255		67 574		3 926 829	263 352		20 651		284 004	3 642 825
Terrain hors exploitation	3 005 901		65 000		3 070 901						3 070 901
Immeubles hors exploitation	687 740				687 740	160 950		16 019		176 969	510 772
Mobilier et matériel hors exploitation	94 740		391		95 131	45 954		3 173		49 127	46 003
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	70 874		2 183		73 057	56 448		1 459		57 907	15 149
TOTAL	9 739 343	-176	262 255	168 284	9 833 138	4 222 106	-131	128 383	9 557	4 340 801	5 492 337

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

En milliers de DH

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
Bons du Trésor et valeurs assimilées	10 749 173	10 713 910	10 713 910			35 263
Obligations	5 200	5 200	5 200			
Autres titres de créance	249 589	249 526	249 526			63
Titres de propriété	18 233 874	18 233 849	18 233 849			25
Titres de placement	235 888	235 888	235 888			
Bons du Trésor et valeurs assimilées	154 706	154 706	154 706			
Obligations						
Autres titres de créance	81 182	81 182	81 182			
Titres de propriété						
Titres d'investissement	3 170 360	3 169 169	3 068 982		100 186	1 191
Bons du Trésor et valeurs assimilées	962 247	962 247	923 300		38 947	
Obligations	2 152 062	2 150 871	2 089 632		61 239	1 191
Autres titres de créance	56 051	56 051	56 051			
TOTAL	32 644 084	32 607 542	32 507 355		100 186	36 542

CRÉANCES SUBORDONNÉES

En milliers de DH

	Montant			Dont entreprises liées et apparentées	
	Brut	30/06/2018 Provisions	Net	30/06/2018 Net	31/12/2017 Net
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés	195 928		195 928	195 928	198 036
Créances subordonnées à la clientèle					
TOTAL	195 928		195 928	195 928	198 036

PLUS OU MOINS VALEURS SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

En milliers de DH

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant Brut	Amortissements cumulés	Valeur nette comptable	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
02/02/2018	matériel roulant rattaché						



IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

En milliers de DH

	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Dotations au titre de l'exercice	Provisions Reprises de provisions	Cumul des provisions	Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements				
Immobilisations données en crédit-bail et en location avec option d'achat	106 872	41 050		147 922	5 233	15 699				132 224
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles		6 642		6 642						6 642
Crédit-bail mobilier	74 000			74 000	5 233	15 699				58 301
Crédit-bail mobilier en cours										
Crédit-bail mobilier loué	74 000			74 000	5 233	15 699				58 301
Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
Crédit-bail immobilier	32 686	34 408		67 095						67 095
Crédit-bail immobilier en cours	32 686	34 408		67 095						67 095
Crédit-bail immobilier loué										
Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
Loyers courus à recevoir	186			186						186
Loyers restructurés										
Loyers impayés										
Créances en souffrance										
Immobilisation données en location simple										
Biens mobiliers en location simple										
Biens immobiliers en location simple										
Loyers courus à recevoir										
Loyers restructurés										
Loyers impayés										
Créances en souffrance										
TOTAL	106 872	41 050		147 922	5 233	15 699				132 224

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

En milliers de DH

	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres Ets. de crédit de crédit au Maroc	Ets. de crédit à l'étranger	Total 30/06/2018	Total 31/12/2017
Comptes ordinaires créditeurs		256 404	721 230	467 976	1 445 610	2 452 035
Valeurs reçues en pension	10 500 036				10 500 036	9 500 072
Au jour le jour						
A terme	10 500 036				10 500 036	9 500 072
Emprunts de trésorerie			743 144	5 845 905	6 589 194	6 195 547
Au jour le jour				551 000	551 000	699 567
A terme			743 144	5 294 905	6 038 194	5 495 980
Emprunts financiers	12 641		2 037 176	294	2 050 111	2 278 457
Autres dettes	9 212	398	59 755	294	69 365	23 912
Intérêts courus à payer	13 971	341	4 729	8 384	27 425	32 245
TOTAL	10 535 860	257 143	3 566 034	6 322 559	20 681 741	20 482 268

DETTES SUBORDONNÉES

En milliers de DH

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours	Taux	Durée	Conditions de remboursement anticipé, subordonnée et convertibilité	Montant de l'emprunt monnaie nationale en (contre-valeur DH)
DH	150 000	1	5,95%	Perpétuel		150 000
DH	850 000	1	3,29%	Perpétuel		850 000
DH	950 000	1	3,25%	Perpétuel		950 000
DH	50 000	1	5,30%	Perpétuel		50 000
DH	160 000	1	6,18%	10 ans		160 000
DH	50 000	1	6,18%	10 ans		50 000
DH	790 000	1	3,63%	10 ans		790 000
DH	154 500	1	5,64%	10 ans		154 500
DH	845 500	1	3,45%	10 ans		845 500
DH	626 000	1	4,74%	10 ans		626 000
DH	1 374 000	1	3,36%	10 ans		1 374 000
DH	447 200	1	3,74%	10 ans		447 200
DH	78 900	1	3,74%	10 ans		78 900
DH	1 473 900	1	3,22%	10 ans		1 473 900
DH	200 000	1	7,05%	Perpétuel		200 000
DH	800 000	1	5,52%	Perpétuel		800 000
DH	400 000	1	3,13%	5 ans		400 000

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS

En milliers de DH

	30/06/2018	31/12/2017
ACTIF	30/06/2018	31/12/2017
Instruments optionnels vendus	9 061	531
Opérations diverses sur titres	70 519	5 826 824
Créditeurs divers	1 950 281	1 592 830
Sommes dues à l'Etat	1 203 281	1 058 941
Sommes dues aux organismes de prévoyance	90 238	47 640
Sommes diverses dues au personnel	53 936	197 053
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	900 979	3 662
Fournisseurs de biens et services	-4 103	18 718
Divers autres créditeurs	642 783	266 816
Comptes de régularisation	2 026 954	1 590 701
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	40 444	58 623
Comptes d'écart sur devises et titres		
Résultats sur produits dérivés de couverture		
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	30 705	162 623
Charges à payer et produits constatés d'avance	241 045	201 567
Autres comptes de régularisation	777 927	1 167 888
TOTAL	4 056 815	9 010 886

PROVISIONS

En milliers de DH

	Encours 31/12/2017	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30/06/2018
Provisions déduites de l'actif:	5 559 578	553 502	208 472	-2 749	5 901 859
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	58 616				58 616
Créances sur la clientèle	4 950 192	510 520	203 019	-147	5 257 546
Agios réservés	1 062	5 308			6 370
Titres de placements	2 811	36 714	5 167	993	35 351
Titres de participation et emplois assimilés	545 429	960		-3 605	542 784
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Titres d'investissement	1 467		286	10	1 191
Provisions inscrites au Passif:	685 989	7 738	1 312	-2	692 413
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	12 784				12 784
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	647 005	7 300			654 305
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	26 200	438	1 312	-2	25 324
Provisions réglementées					
TOTAL GENERAL	6 245 567	561 240	209 784	-2 751	6 594 272

TITRES DE CREANCES EMIS

En milliers de DH

Ligne	Date début	Échéance	Taux	Volume
CD BMCE	30/04/2014	30/04/2019	4,55%	365 000
CD BMCE	08/05/2014	08/05/2019	4,50%	12 000
CD BMCE	15/07/2016	16/07/2018	2,63%	350 000
CD BMCE	28/11/2016	28/11/2018	2,70%	120 000
CD BMCE	20/12/2016	20/12/2019	3,00%	350 000
CD BMCE	29/03/2017	29/03/2019	2,75%	200 000
CD BMCE	29/03/2017	29/03/2020	2,80%	250 000
CD BMCE	13/04/2017	13/04/2019	2,75%	250 000
CD BMCE	18/04/2017	18/04/2019	2,75%	295 000
CD BMCE	02/05/2017	02/05/2019	2,75%	460 000
CD BMCE	08/05/2017	08/05/2019	2,75%	50 000
CD BMCE	02/06/2017	02/06/2019	2,82%	250 000
CD BMCE	13/07/2017	12/07/2018	2,65%	300 000
CD BMCE	23/11/2017	22/11/2018	2,52%	135 000
CD BMCE	23/11/2017	23/11/2019	2,62%	134 000
CD BMCE	23/11/2017	23/11/2020	2,75%	681 000
CD BMCE	18/12/2017	17/12/2018	2,70%	682 000
CD BMCE	18/12/2017	18/12/2019	2,90%	415 500
CD BMCE	18/12/2017	18/12/2020	3,00%	120 000
CD BMCE	25/12/2017	17/12/2018	2,75%	500 000
CD BMCE	26/12/2017	25/12/2018	2,75%	500 000
CD BMCE	09/03/2018	09/03/2020	2,82%	200 000
CD BMCE	29/03/2018	27/09/2018	2,42%	440 000
CD BMCE	29/03/2018	29/03/2020	2,75%	505 000
CD BMCE	29/03/2018	28/03/2019	2,55%	165 000
CD BMCE	17/04/2018	16/04/2019	2,56%	925 000
CD BMCE	17/04/2018	17/04/2020	2,75%	185 000
TOTAL				8 839 500

CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Encours 31/12/2017	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30/06/2018
Ecart de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	11 953 768	590 800	-4 898	12 539 670
Réserve légale	460 306			460 306
Autres réserves	6 587 044	590 800	-4 899	7 172 945
Primes d'émission, de fusion et d'apport	4 906 418			4 906 418
Capital	1 794 634			1 794 634
Capital appelé	1 794 634			1 794 634
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires - Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	16	22		38
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice (+/-)	1 488 138			1 004 832
TOTAL	15 236 556			15 339 174

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

En milliers de DH

ENGAGEMENTS	30/06/2018	31/12/2017
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNÉS	21 659 897	21 644 322
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	570 593	469 741
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	570 593	469 741
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	6 990 773	6 994 207
Crédits documentaires import	2 353 886	3 370 929
Acceptations ou engagements de payer	1 156 205	935 026
Ouvertures de crédit confirmés	1 700 528	1 807 607
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail	73 889	
Autres engagements de financement donnés	1 706 265	820 645
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 353 456	5 109 213
Crédits documentaires export confirmés	9 834	93 528
Acceptations ou engagements de payer	60 494	30 722
Garanties de crédits donnés		
Autres cautions, avals et garanties donnés	285 961	4 984 963
Engagements en souffrance	2 997 167	
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	10 745 075	9 181 161
Garanties de crédits donnés		
Caution et garanties en faveur de l'administration publique	6 538 681	6 850 864
Autres cautions et garanties donnés	4 206 394	2 280 297
Engagements en souffrance		
Engagements de financement et de garantie reçus	20 310 731	18 862 916
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	19 232 443	17 91

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE

En milliers de DH

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'Actif ou du Hors Bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances ou des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	10 528 434		
Autres titres	6 219 681		
Hypothèques	82 489 926		
Autres valeurs et sûretés réelles	204 195 851		
TOTAL	303 433 892		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du Passif ou du Hors Bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	10 203 954		
Autres titres	737 609		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	10 941 563		

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE

En milliers de DH

BILAN	Montant
Actif	36 614 524
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	370 307
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	20 482 585
Créances sur la clientèle	6 430 833
Titres de transaction et de placement et d'investissement	3 904 489
Autres actifs	147 030
Titres de participation et emplois assimilés	5 072 345
Créances subordonnées	195 928
Immobilisations données en crédit-bail et location	6 642
Immobilisations incorporelles et corporelles	4 265
Passif	27 216 813
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	20 214 525
Dépôts de la clientèle	4 944 882
Titres de créance émis	1 944 793
Autres passifs	112 613
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	
Hors bilan	
Engagements donnés	5 970 648
Engagements reçus	4 688 132

MARGE D'INTÉRÊTS

En milliers de DH

	30/06/2018	30/06/2017
Intérêts perçus	3 338 420	3 508 467
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	275 836	338 428
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 806 336	2 911 936
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	256 248	258 103
Intérêts servis	1 373 790	1 549 938
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	424 156	496 641
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	737 679	838 818
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	211 955	214 479

COMMISSIONS

En milliers de DH

COMMISSIONS	30/06/2018	30/06/2017
Commissions perçues	686 319	647 819
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations avec la clientèle	227 016	266 730
Sur opérations de change	108 002	85 341
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	20 767	24 578
Sur produits dérivés		
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	14 082	7 966
Sur moyens de paiement	173 595	178 541
Sur activités de conseil et d'assistance		
Sur ventes de produits d'assurances	21 015	23 996
Sur autres prestations de service	121 842	60 666
Commissions versées	152 234	119 856
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations avec la clientèle		
Sur opérations de change	59 495	59 818
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		
Sur produits dérivés	14	136
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	8 102	10 693
Sur moyens de paiement	37 971	32 083
Sur activités de conseil et d'assistance		
Sur ventes de produits d'assurances		
Sur autres prestations de service	46 652	17 127

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ

En milliers de DH

PRODUITS ET CHARGES	30/06/2018	30/06/2017
Produits	908 977	780 596
Gains sur les titres de transaction	47 403	188 905
Plus-value de cession sur titres de placement	286 780	89 233
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	5 167	15 724
Gains sur les produits dérivés	44 270	77 392
Gains sur les opérations de change	525 357	409 342
Charges	622 121	402 461
Pertes sur les titres de transaction	48 596	
Moins valeur de cession sur titres de placement	67 703	24 913
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	36 717	3 256
Pertes sur les produits dérivés	109 110	62 291
Pertes sur opérations de change	359 995	312 001
RESULTAT	286 856	378 134

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

En milliers de DH

CHARGES	30/06/2018	30/06/2017
Charges de personnel	738 696	772 257
Impôts et taxes	61 482	56 646
Charges extérieures	814 952	729 588
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	128 383	197 223

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DÉPÔTS

En milliers de DH

	Nombre de comptes		Montants	
	30/06/2018	31/12/2017	30/06/2018	31/12/2017
Titres dont l'établissement est dépositaire	36 709	36 446	225 495 887	240 190 877
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	86	85	103 480 616	107 258 226
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ

En milliers de DH

CATEGORIE DE TITRES	30/06/2018	30/06/2017
Titres de participation	6 220	6 882
Participations dans les entreprises liées	590 933	629 146
Titres de l'activité de portefeuille	5 593	
Emplois assimilés	38 660	37 394
TOTAL	641 407	673 422

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL

En milliers de DH

INTITULES	Montant
I- Résultat Net Comptable	
Bénéfice net	1 004 832
Perte nette	
II- Réintégration fiscales	263 938
1- Courantes	17 782
Charges non déductibles	10 482,00
Provision pour risques généraux	7 300,00
2- Non courantes	246 156
Impôts sur les sociétés	246 156
III- Déductions fiscales	602 747
1- Courantes	602 747
Dividendes	602 747
2- Non courantes	
VI- Résultat net fiscal	666 023
Impôts sur les sociétés	246 156
VI- Résultat net fiscal	
Reprise sur provisions pour investissements	

RÉSEAU

En nombre

RESEAU	30/06/2018	31/12/2017
Guichets permanents	735	733
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	888	878
Succursales et agences à l'étranger	41	39
Bureaux de représentation à l'étranger	5	5

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS

En milliers de DH

I- DÉTERMINATION DU RESULTAT	Montant
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	1 250 989
(+) Réintégrations fiscales sur opérations courantes	17 782
(-) Déductions fiscales sur opérations courantes	602 954
(=) Résultat courant théoriquement imposable	665 817
(-) Impôt théorique sur résultat courant	246 352
(=) Résultat courant après impôts	1 004 637

II. INDICATIONS DU RÉGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES SPÉCIFIQUES

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

En milliers de DH

	Solde au début de l'exercice (1)	Opérations comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)
A- TVA collectée	109 191	340 574	354 707	95 058
B- TVA à récupérer	62 067	256 828	253 210	65 685
Sur charges	49 197	232 484	224 784	56 897
Sur immobilisations	12 870	24 343	28 425	8 788
C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)	47 124	83 746	101 497	29 373

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

MONTANT DU CAPITAL : 1 794 633 900 DH

VALEUR NOMINALE DES TITRES : 10 DH

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue (%)	Pourcentage des droits de vote (%)
		Exercice	Exercice actuel		
A- Actionnaires marocains					
RMA WATANYA	67 Avenue des FAR - Casablanca	53 600 192	53 600 192	29,87%	29,87%
SFCM	239, Bd Mohamed V	907 205	907 205	0,51%	0,51%
FINANCECOM	69 Avenue des FAR - Casablanca	10 705 251	10 705 351	5,97%	5,97%
CIMR	100, Bd Abdelmoumen - Casablanca	7 371 263	7 348 804	4,09%	4,09%
CDG **		17 138 328	15 638 328	8,71%	8,71%
MAMDA/ MCMA	16 Rue Abou Inane -Rabat	9 395 899	9 395 940	5,24%	5,24%
Personnel BMCE		2 481 327	2 452 559	1,37%	1,37%
SBVC et divers		30 834 871	32 385 957	18,05%	18,05%
TOTAL (1)		132 434 336	132 434 336	73,79%	73,79%
B- Actionnaires étrangers					
Banque fédérative du crédit mutuel		47 029 054	47 029 054	26,21%	26,21%
TOTAL		179 463 390	179 463 390	100%	100%

AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

En milliers de DH

A- Origine des résultats affectés	Montant	B- Affectation des résultats	Montant
Décision du : 27 mai 2018			
Report à nouveau	16	Réserves légales	
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	897 317
Résultats net de l'exercice	1 488 138	Autres affectations	590 837
Prélèvement sur les bénéfices			
Autres prélèvements			
TOTAL A	1 488 154	TOTAL B	1 488 154

RÉSULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

En milliers de DH

	30/06/2018	31/12/2017	31/12/2016
Capitaux propres et assimilés	24 827 271	26 683 739	24 709 660
Opérations et résultats de l'exercice			
Produit net bancaire	3 291 095	6 208 130	6 136 373
Résultat avant impôts	1 250 989	1 938 774	1 875 332
Impôts sur les résultats	246 157	608 137	550 362
Bénéfices distribués	897 317	897 317	897 317
Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)			
Résultat par titre (en MAD)			
Résultat net par action ou part sociale			
Bénéfice distribué par action ou part sociale	5	5	5
Personnel			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	738 696	1 611 041	1 540 320
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice		5 370	5 031

DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

I- DATATION	30/06/2018
Date de clôture (1)	
Date d'établissement des états de synthèse (2)	
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	
II. ÉVÉNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ÈRE} COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE	
Dates	Indications des événements
	Favorables
	Défavorables

EFFECTIFS

En nombre

EFFECTIFS	30/06/2018	31/12/2017
Effectifs rémunérés	5 367	5 370
Effectifs utilisés	5 367	5 370
Effectifs équivalent plein temps	5 367	5 370
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	5 157	5 154
Employés (équivalent plein temps)	210	216
Dont effectifs employés à l'étranger	46	46

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RESIDUELLE

En milliers de DH

	D < 1 mois	1 mois < D < 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans	Total
Actif						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	3 007 139	3 659 531	2 849 688	5 265 660	600 697	15 382 715
Créances sur la clientèle	14 229 115	8 681 740	9 619 322	23 106 903	31 928 474	87 565 554
Titres de créance	4 055 805	1 088 725	2 199 537	4 733 159	2 296 465	14 373 691
Créances subordonnées						
Crédit-bail et assimilé	837	1 683	10 086	64 769	56 541	133 916
TOTAL	20 085 97					

COMPTES DE LA CLIENTÈLE

COMPTES DE LA CLIENTÈLE	30/06/2018	31/12/2017
Comptes courants	115 044	110 204
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	290 107	286 947
Autres comptes chèques	1 255 432	1 211 682
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne	916 467	889 960
Comptes à terme	10 063	10 360
Bons de caisse	1 522	1 574
Autres comptes de dépôts		

En nombre

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

	30/06/2018	30/06/2017
Produits et charges		
Autres produits et charges bancaires	105 468	223 355
Autres produits bancaires	1 016 979	859 789
Autres charges bancaires	911 511	636 434
Produits et charges d'exploitation non bancaires	31 236	43 712
Produits d'exploitation non bancaires	36 902	55 849
Charges d'exploitation non bancaires	5 666	12 137
Autres charges		
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	535 740	597 797
Autres produits		
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	207 911	321 763

En milliers de DH

TITRES DE PARTICIPATION AU 30/06/2018

	Secteur d'activité	Nombre de titres	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Provisions	Valeur comptable nette
TITRES DE PARTICIPATION							
RADIO MEDITERRANEE	AUDIOVISUEL	708 260	196 650 000	36,02	70 827		70 827
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY	GEST. DE LA PLACE FINANCIERE DE CASABLANCA	500 000	400 000 000	12,50	50 000		50 000
TANGER MED ZONES	STÉ D'AMÉNAGEMENT	443 396	506 650 000	8,75	44 340		44 340
EMAT	STÉ HOLDING	80 473	8 047 300	100,00	30 365	30 365	
FONCIERE EMERGENCE	PROM. IMMOBILIER INDUSTRIEL ET DE SERVICES	338 436	372 172 274	8,06	33 844		33 844
ECOPARC DE BERRECHID	STÉ D'AMÉNAGEMENT	120 000	55 000 000	21,82	12 000		12 000
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	GESTION MONÉTIQUE	109 990	98 200 000	11,20	11 000		11 000
FONDS DE GARANTIE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	FONDS D'INVESTISSEMENT	100 000	100 000 000	10,00	10 000		10 000
MOROCCAN INFORMATION TECHNO PARC CIE	GEST.IM.TECHNO PARC	56 500	46 000 000	12,28	5 650		5 650
MARTKO (MAGHREB ARAB TRADING C*)	ETS FINANCIER	12 000	600 000 USD	20,00	971	971	
AFRICA CO-DEVELOPMENT GROUP	ASSURANCE	20 001	10 000 000	20,00	500		500
MITC CAPITAL	GEST. FONDS MNF	4 000	2 000 000	20,00	400		400
STE RECOURS	STÉ DE RECOUVREMENT	3 750	2 500 000	15,00	375	375	
511 TITRES DE PARTICIPATION					270 271	31 710	238 560
TITRES DES ENTREPRISES LIÉES							
BOA GROUP	ETS DE CRÉDIT/ÉTRANGER	437 837	93 154 535	72,85	3 015 104		3 015 104
BBI	ETS DE CRÉDIT/ÉTRANGER	157 659 285	157 659 285	100,00	1 968 534		1 968 534
STE SALAFIN	CRÉDIT À LA CONSOMMATION	1 790 432	239 449 700	74,77	628 635		628 635
LITTORAL INVEST	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE	26 000	2 600 000	100,00	450 000		450 000
MAGHREBAIL	CRÉDIT BAIL	726 220	138 418 200	52,47	370 770		370 770
LOCASOM	LOCATION LONGUE DURÉE	784 768	83 042 900	94,50	336 882		336 882
AFRICA MOROCCO LINKS	TRANSPORT MARITIME	1 632 000	320 000 000	51,00	163 200	30 000	133 200
O TOWER	STÉ D'AMÉNAGEMENT	1 560 000	260 000 000	60,00	156 000		156 000
BANK AL-TAMWEEL WA AL-INMA - BTI	BANQUE PARTICIPATIVE	2 040 000	400 000 000	51,00	153 000		153 000
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	ETS DE CRÉDIT ÉTRANGER	121 726	25 000 000 000 FCFA	32,38	139 619		139 619
HANOUBY	DISTRIBUTION	76 486	16 767 900	45,60	121 815	121 815	
BMCE CAPITAL	BANQUE D'AFFAIRES	100 000	100 000 000	100,00	100 000		100 000
STE CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	BUREAU D'ÉTUDE	155 437	40 000 000	38,85	90 192		90 192
LCB BANK	ETS DE CRÉDIT ÉTRANGER	370 000	10 000 000 000 FCFA	37,00	77 763		77 763
RIVAD ALNOUR	HÔTELLERIE	3 000	300 000	100,00	78 357		78 357
SOCIETE D'AMENAGEMENT TANGER TECH - SA-TT	STÉ D'AMÉNAGEMENT	4 000 000	500 000 000	80,00	62 500		62 500
MAROC FACTORING	FACTORING	450 000	45 000 000	100,00	51 817		51 817
GLOBAL NETWORK SYSTEMS HOLDING	TRAITEMENT DE L'INFORMATION	116 000	11 600 000	100,00	46 591		46 591
BMCE EUROSERVICES	ETS FINANCIER	3 768	4 831 000	78,00	41 709		41 709
BMCE IMMOBILIER	SCI	200 000	20 000 000	100,00	29 700		29 700
RM EXPERTS	RECOUVREMENT CRÉANCES	200 000	20 000 000	100,00	20 000		20 000
DOCUPRINT (STA)	STÉ DE SERVICE	50 000	5 000 000	100,00	19 000		19 000
ACMAR	ASSURANCES ET SERVICE	100 000	50 000 000	20,00	10 001		10 001
SONORMA	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE	600	100 000	60,00	8 280	960	7 320
BMCE CAPITAL BOURSE (MAROC INTER TITRES)	STÉ DE BOURSE	67 500	10 000 000	67,50	6 750		6 750
STE FINANCIERE ITALIE	SOCIÉTÉ FINANCIÈRE	600 000	600 000 EURO	100,00	6 642	6 642	
BMCE CAPITAL GESTION (MARFIN)	GESTION OPCVM	250 000	25 000 000	100,00	6 443		6 443
EURAFRIC INFORMATION	SERVICE INFORMATIQUE	41 000	10 000 000	41,00	4 100		4 100
BMCE ASSURANCES	ASSURANCES	15 000	1 500 000	100,00	3 025		3 025
IT INTERNATIONAL SERVICE	STÉ DE SERVICE INFORMATIQUE	3 100	31 000 EURO	100,00	343		343
MORAD IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
AKENZA IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
SAISS IMMO NEJMA	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
SUX HILL PRIMERO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
SUX HILL SECONDO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
SUX HILL TERCIO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
NOUACER CITY IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
MOHIT IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
IKAMAT TILILA	PROMOTION IMMOBILIÈRE	1 000	100 000	100,00	0		0
FARACHA IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
NEJIMI IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
KRAKER IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
512 TITRES DE PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES LIÉES					8 166 883	159 417	8 007 466
TITRES DE L'ACTIVITE DU PORTEFEUILLE							
PROPARCO	ETS CRÉDIT MULTI-NATIONAL	1 082 935	693 079 200 EUR	2,50	177 603		177 603
E.S.F.G.	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	923 105	207 075 338 EUR	0,45	176 495	176 495	
E.S.I	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	467 250	500 400 000 EUR	0,93	151 933	151 933	
UBAE ARAB ITALIAN BANK	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	63 032	159 860 800 EUR	4,34	73 328		73 328
AMETHIS FINANCE LUXEMBOURG	STÉ D'INVEST EN CAPITAL À RISQUE	4 868	238 425 000 EUR	2,10	53 875		53 875
BOURSE DE CASABLANCA	BOURSE DES VALEURS	310 014	387 517 900	8,00	31 373		31 373
MAROC NUMERIC FUND	FONDS D'INVESTISSEMENT	150 000	75 000 000	20,00	15 000	7 566	7 434
BANQUE MAGHREBINE D'INVEST ET DU COMMERCE EXT	ETS CRÉDIT	6 000	150 000 000 USD	4,00	28 500		28 500
FONDS D'INVESTISSEMENT DE L'ORIENTAL	FONDS D'INVESTISSEMENT	107 500	150 000 000	7,17	10 750	5 395	5 355
INMAA SA	SOCIÉTÉ DE SERVICE	53 333	20 000 000	26,67	5 333	2 323	3 010
AFREXIM BANK (AFRICAN IMPORT EXPORT)	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	30	378 488 000 USD	0,079	2 930		2 930
FONDS MONÉTAIRE ARABE (ARAB TRADE FINANCING PROGRAM)	ETS FINANCIER	50	987 316 000 USD	0,03	2 850		2 850
FIROGEST	FONDS D'INVESTISSEMENT	2 500	2 000 000	12,50	250		250
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE BANCAIRE	GESTION DES FONDS DE GARANTIE	588	1 000 000	5,88	59		59
515 TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE					730 278	343 712	386 567
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION							
CFG GROUP	BANQUE D'INVESTISSEMENT	285 065	442 817 300	6,44	103 997		103 997
MUTANDIS SCA	FONDS D'INVESTISSEMENT	832 458	680 405 100	12,23	96 807		96 807
MUTANDIS AUTOMOBILE SCA	DISTRIBUTION AUTOMOBILE	846 892	630 000 000	13,44	91 359		91 359
ROYAL RANCHES MARRAKECH	PROMOT. IMMOBILIÈRE ET TOURISTIQUE	106 667	800 000 000	13,33	60 000		60 000
VIGEO	CONSEIL FINANCIER	24 000	12 577 015 EUR	0,95	5 313		5 313
SOGEPPOS	STÉ D'AMÉNAGEMENT	46 216	35 000 000	13,20	4 622		4 622
LA CELLULOSE DU MAROC	PÂTE À PAPIER	52 864	700 484 000	0,75	3 393	3 393	
SMAEX	ASSURANCES ET SERVICE	22 563	50 000 000	4,51	1 690		1 690
FRUMAT	AGRO-ALIMENTAIRE	4 000	13 000 000	3,08	1 450	1 450	
STE IMMOBILIERE SIEGE GPBM	IMMOBILIER	12 670	19 005 000	6,67	1 267		1 267
STE D'AMENAGEMENT DU PARC INDUSTRIE	STÉ D'AMÉNAGEMENT	10 000	60 429 000	1,65	1 000		1 000
MAROCLEAR	DÉPOSITAIRE CENTRAL	803	100 000 000	4,02	803		803
STE IPE	EDITION ET IMPRESSION	8 013	10 000 000	8,01	801		801
CASABLANCA PATRIMOINE S.A	DÉVELOPPEMENT LOCAL	5 000	31 000 000	1,61	500		500
GECOTEX	INDUSTRIE	5 000	10 000 000	5,00	500	500	
SOCIETE ALLICOM MAROC	INDUSTRIE	5 000	20 000 000	2,50	500	500	
DAR ADDAMANE	ORGANISMES DE GARANTIE	1 922	75 000 000	0,64	481		481
PORNET	SERVICE INFORMATIQUE	1 800	11 326 800	1,59	180		180
SINCOMAR	AGRO-ALIMENTAIRE	494	37 440 000	0,13	49	49	
SWIFT	STÉ DE SERVICE	23	434 020 000 EUR	0,01	24		24
DYAR AL MADINA	CIE IMMOBILIÈRE	640	20 000 000	0,32	9		9
RMA WATANYA	ASSURANCES	5	1 796 170 800	0,00	2		2
RISMA	TOURISME	10	1 432 694 700	0,00010	2		2
516-9 AUTRES TITRES DE PARTICIPATION					374 750	5 893	368 857
COMPTES COURANTS D'ASSOCIÉS							
RYAD ENNOUR					471 643		471 643
MORAD IMMO					372 314		372 314
O TOWER					244 049		244 049
AKENZA IMMO					46 784		46 784
SUX HILL SECONDO					48 547		48 547
SAISS IMMO NEJMA					42 936		42 936
BMCE IMMOBILIER					38 000		38 000
SUX HILL PRIMERO					25 684		25 684
SUX HILL TERCIO					14 953		14 953
MARTCO					1 500	1 500	
SIEGE G.P.B.M.					723		723
ALLICOM MAROC					552		552
514 AUTRES EMPLOIS ASSIMILÉS					1 307 684	2 052	1 305 632
TOTAL GÉNÉRAL					10 849 866	542 784	10 307 082

En milliers de DH

Sont assortis de la mention "Néant" pour le 1^{er} semestre 2018, les états suivants :
- Etat des dérogations ;

- Etat des changements de méthodes ;
- Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie.

LA BANQUE CONNECTÉE



DabaPay

Application de paiement
et de transfert sur mobile

Payer et transférer
instantanément de
l'argent ... c'est dans
la poche !

Disponible sur
App Store

Disponible sur
Google Play



BMCE BANK





LET'S DREAM
TOGETHER OF
A NEW RESPONSIBLE
WORLD...

BMCE Bank Of Africa primée « *Top Performer RSE 2018* » pour la 5^{ème} fois consécutive

BMCE Bank of Africa s'est vue décerner par l'agence de notation extra financière **Vigeo Eiris** le trophée « **Top Performers RSE 2018** » au Maroc à l'occasion du lancement du nouvel **indice boursier Casablanca ESG 10** qui intègre 10 sociétés cotées parmi les plus performantes en termes de performance RSE.

BMCE Bank of Africa figure également dans l'indice boursier **extra-financier EM-70** depuis 2016.

Cette distinction, obtenue pour la 5^{ème} année consécutive, conforte le positionnement du Groupe BMCE Bank of Africa, en tant que partenaire international de référence en matière de finance durable, inclusive, et à impact positif. En 2018, la performance de la Banque se distingue particulièrement sur **16 critères de responsabilité sociale et environnementale**.

La consécration de BMCE Bank of Africa en tant que **Top Performers RSE** Maroc constitue une fierté **collective** pour l'ensemble des **composantes du Groupe**, impliquées désormais dans le déploiement des **6 engagements de la Charte de Responsabilité Sociétale** du Groupe BMCE Bank.

L'ambition en tant que Groupe bancaire et financier panafricain est d'opérer ses activités en ayant un **impact positif** sur les communautés et les géographies d'implantation, par des contributions tangibles renforçant son empreinte d'opérateur socialement responsable, participant à l'atteinte des **17 Objectifs de Développement Durable** définis par la Communauté Internationale.